# L'ANGOLA A L'HEURE DE L'INDEPENDANCE

dossier p. 7. 8. 9.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 375 - 8 novembre 1975 - prix : 3 F

## Un syndicat de soldats à Besançon Pour les droits démocratiques à l'armée

p. 6

# L'APRES-FRANQUISME

## pour les travailleurs d'Espagne ce sera ce qu'ils en feront !

page . 2

## SAHARA: la marche verte

## Le coup de poker débouchera-t-il sur la guerre ?

page 3

## La mort du petit Emmanuel : ACCIDENT ou ASSASSINAT ?

p.16

## FACE A L'INFLATION ET AU CHOMAGE :

journées d'action émiettées

ou

RIPOSTE D'ENSEMBLE

page 12

# sommaire

## EN FRANCE


Page 4 :
— La marche sur l'Espagne : une opération ambiguë et contestable.
Page 5 :
— Un militant ouvrier tunisien menacé d'expulsion.
— A Penhoët (Saint-Nazaire) : nous devons faire la guerre au racisme.
— A Grenoble : patron et justice, main dans la main.
Page 6 :
— Rouen : Peur sur la ville.
— Pour les droits démocratiques des soldats.
Page 10 :
— Pénurie et insécurité dans les CET.
— Conférence de presse du syndicat CGT au CHR de Lille.
Page 11 :
— Les travailleurs de Berliet (Vénissieux), Renault (Boulogne-Billancourt), Saviem (Limoges), face au chômage et aux licenciements.
— Accidents du travail.
Pages 12 et 13 :
— Les travailleurs en lutte (Air-France, Ericsson, Saretex, HES, Normacem).
— L'avenir des mouvements sociaux.
Page 16 :
— Une gabegie organisée.
— Le plan contre la fraude fiscale : contrôle des petits revenus. Quant aux gros...
— Un enfant meurt : accident ou assassinat ?


## DOSSIER


Pages 7 à 9 :
— L'Angola.


## DIVERS


Pages 14 et 15 :
— Télévision : aux Dossiers de l'écran, les Démocraties populaires en question.
— Livres : Maurice Thorez, Vie secrète et vie publique, par Philippe Robrieux.


**Notre prochain dossier : les transports en commun**


lutte ouvrière


**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**


Responsable de la publication : Michel RODINSON

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236.45.28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : Graphie-Presse - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10


# Espagne :

# L'APRÈS-FRANQUISME SERA CE QUE LES TRAVAILLEURS EN FERONT

**LE 1er novembre, a été rendu public un texte commun des deux principaux regroupements de l'opposition, la Junte démocratique, à laquelle participe le Parti Communiste, et la Convergence démocratique, à laquelle appartient le Parti Socialiste Ouvrier.**

**C'est incontestablement là un fait nouveau, puisque jusqu'à présent Parti Communiste et Parti Socialiste Ouvrier n'avaient jamais réussi à se mettre d'accord. Mais la signature de ce mini-programme commun offre-t-elle des perspectives nouvelles aux travailleurs espagnols ?**

**Le problème qui se pose aujourd'hui en Espagne, avec la crise de la dictature, c'est évidemment celui de la lutte pour les libertés démocratiques, pour la liberté d'opinion, de presse et de réunion ; pour le droit pour chaque travailleur d'Espagne d'appartenir à l'organisation syndicale ou politique de son choix ; pour le droit, pour tous les peuples d'Espagne, pour les Basques, les Catalans et les Galiciens, de décider librement s'ils veulent ou non être rattachés à l'Etat espagnol, et sous quelle forme. Tous ces droits, toutes ces libertés sont absolument nécessaires aux travailleurs d'Espagne.**

**Mais comment obtenir ces libertés ? Le texte commun signé par les partis ouvriers réclame la mise en place d'un gouvernement provisoire, en attendant une « consultation démocratique » qui permettrait de décider du sort constitutionnel de l'Espagne et de trancher en particulier le problème « république ou monarchie ? ». Mais sur qui le Parti Communiste et le Parti Socialiste comptent-ils pour organiser une telle « consultation démocratique » ? Sur Juan Carlos ? Sur les franquistes partisans de « l'ouverture » ? Mais, outre qu'il est bien improbable de voir ces gens-là organiser demain des élections libres en Espagne, il est évident que, s'ils le faisaient, ce ne serait pas pour servir les intérêts des travailleurs, mais pour servir les intérêts des possédants, que c'est leur métier de défendre.**

**Le problème en effet, aujourd'hui, en Espagne, c'est qu'il n'y a pas que les travailleurs qui soient partisans d'un régime plus démocratique. Toute une partie de la bourgeoisie, qui estime la dictature dépassée, est également favorable à un régime plus libéral. Mais la différence c'est que, pour les travailleurs, les droits démocratiques, cela signifie une vie plus libre, de meilleures conditions pour s'organiser et défendre leurs droits, alors que pour les possédants, un régime plus libéral, cela signifie au contraire un moyen plus efficace de tromper ou d'endormir les travailleurs. Et les droits démocratiques que certains possédants sont prêts à accorder aux travailleurs dans ce but, ils seraient prêts à les leur retirer aussi vite, s'ils pensaient qu'ils mettent leurs profits en péril.**

**Les gens de droite qui se disent partisans d'une démocratisation du régime ne représentent pas plus les intérêts des travailleurs espagnols que les Giscard et les Chirac (qui eux aussi se disent démocrates) ne représentent les intérêts des travailleurs français.**

**Alors, pourquoi les dirigeants des partis ouvriers espagnols se sont-ils alliés avec ces gens-là ? Pourquoi le Parti Socialiste Ouvrier collabore-t-il, au sein de la Convergence démocratique, avec les partisans du prince de Bourbon-Parme, prétendant rival de Juan Carlos au trône d'Espagne ? Pourquoi le Parti Communiste de son côté collabore-t-il avec les partisans d'un autre prétendant à ce même trône, le comte de Barcelone ? Parce que ni le Parti Communiste Espagnol ni le Parti Socialiste Ouvrier n'aspirent à autre chose qu'à participer demain à un gouvernement chargé de défendre les intérêts de la bourgeoisie espagnole, comme Léon Blum en 1936 ne voulait être rien d'autre que le « loyal gérant » des affaires de la bourgeoisie française.**

**Cela ne signifie évidemment pas que les travailleurs d'Espagne doivent se désintéresser du combat pour les libertés démocratiques. Bien au contraire. Mais ils ne doivent accorder aucune confiance à ceux qui ne voient dans la revendication d'un certain nombre de libertés démocratiques que la préparation de la mise en place d'un nouveau régime anti-ouvrier, d'une nouvelle manière de défendre les intérêts des exploiteurs. Et ils doivent être conscients qu'ils ne pourront compter que sur les droits et les libertés qu'ils sauront conquérir et qu'ils sauront préserver, comme ils n'ont bénéficié sous le régime de Franco que des libertés qu'ils ont su prendre.**

*Arlette LAGUILLER.*

## Arrestations massives en Galicie et en Adalousie

*Vingt-six militants qu'on soupçonne d'être membres du Parti Communiste Marxiste Léniniste et du FRAP ont été arrêtés en Galice, dans les villes de La Corogne et de Vigo. Une soixantaine d'étudiants auraient été arrêtés à Séville. Un peu partout la police continue de démanteler les organisations révolutionnaires.*

*Elle use pour cela de toutes les facilités que lui donnent les décrets-loi anti-terroristes d'août, toujours en vigueur.*

*En effet, rappelons que ces décrets-lois donnent aux autorités gouvernementales les possibilités suivantes :*

*— Procéder à des perquisitions dans tout local privé, professionnel ou religieux, en n'avertissant le juge qu'à posteriori ;*

*— Arrêter toute personne, sans accusation concrète, la retenir dans les locaux de la police jusqu'à dix jours ;*

*— Décider directement de la juridiction — spéciale ou militaire ;*

*— Imposer des sanctions gouvernementales encore plus importantes que celles décidées par ces juridictions.*

## Pays basque : chasse à l'homme ?

La mère et la sœur de l'un des militants basques fusillés en septembre dernier, Juan Paredes Manot, ont été attaquées et violemment frappées à la tête à coups de crosse de revolver par deux inconnus en civil qui se sont introduits le lundi 3 novembre, vers 20 heures, dans leur domicile. Il semblerait que les deux individus qui se sont attaqués aux deux femmes, ainsi qu'à un ami de la famille qui a réussi à donner l'alarme, étaient à la recherche du frère de Juan Paredes Manot.

## Les grandes manœuvres de la bourgeoisie espagnole

La passation provisoire des pouvoirs à Juan Carlos s'est accompagnée d'une vague d'arrestations parmi les personnalités ou les militants de l'opposition. Au cours des journées du jeudi 30 et du vendredi 31 octobre, trente-sept syndicalistes et socialistes auraient été arrêtés, parmi lesquels des personnalités connues du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

Actuellement nous savons que certains de ces détenus ont été relâchés. Mais ces arrestations ne sont qu'un avant-goût des mesures que le régime compte prendre dès l'annonce de la mort de Franco. En effet un plan, dit Plan Lucero, prévoit la mise en place par la police et l'armée de tout un dispositif de sécurité ainsi que l'arrestation d'une longue liste de suspects, dès que surviendra cet événement. Et cela, même si aucune agitation ne se manifeste.

On sait que tous les Etats et toutes les polices du monde ont des plans d'urgence prévus d'avance et prêts à fonctionner en cas de troubles sociaux et politiques graves. Mais là, la prévoyance extrême de la bourgeoisie espagnole est bien à la mesure de sa crainte.

## Quand les franquistes orthodoxes relèvent la tête

Réticents à l'égard de Juan Carlos, qu'ils accusent d'être partisan d'une politique d'ouverture trop libérale, les franquistes orthodoxes, qui estiment avoir été injustement évincés du pouvoir depuis les années Soixante, relèvent la tête et tentent de faire pression sur Juan Carlos.

Ils veulent, à l'occasion des obsèques grandioses de Franco, prévues par le Plan Lucero, au Valle de los Caidos (basilique commémorant la victoire des armées franquistes), organiser une marche depuis les provinces sur Madrid de tous les partisans du franquisme.

En attendant, ils se préparent à prêter main forte aux forces de répression, et même à les devancer. Plusieurs associations franquistes, nostalgiques des années de pire répression, font appel aux volontaires pour faire régner l'ordre. Et, d'après le correspondant du *Monde* en Espagne, il semblerait que certaines d'entre elles auraient déposé des licences pour achat d'armes personnelles.

# SAHARA : LE COUP DE POKER DÉBOUCHERA-T-IL SUR LA GUERRE ?

**Si finalement Hassan II a donné, au matin du 6 novembre, aux 350.000 Marocains qui stationnaient depuis plusieurs jours déjà à Tarfaya, l'ordre de franchir les frontières du Sahara Occidental, le fait qu'il ait, au soir de cette même journée, décidé de faire bivouaquer les marcheurs à quatre kilomètres de la zone occupée par les troupes espagnoles montre l'embarras dans lequel il se trouve. Il est difficile, au moment où nous écrivons, de prévoir la suite que peut prendre cette affaire, tant elle repose, de part et d'autre, sur des coups de bluff.**

**Mais quand ces coups de bluff mettent en marche, comme c'est le cas en l'occurrence du côté marocain, des centaines de milliers de personnes, ils peuvent transformer les habituelles parties de poker diplomatiques en situations explosives. C'est ce qui semble-t-il, se passe aujourd'hui aux confins du Maroc et du Sahara.**

**Hassan II, en organisant la « marche verte » de 350.000 Marocains, recrutés dans les catégories les plus déshéritées de la population, espérait sans doute faire ainsi pression pour faire céder les autorités espagnoles et mettre la main sur les riches gisements de phosphates sahraouites. Mais l'opération ne se limitait pas à ce seul objectif. Par la même occasion, il escomptait, en misant sur la mobilisation chauvine, réussir une opération de diversion qui lui permettrait d'éluder les graves problèmes sociaux soulevés par la misère populaire.**

**L'opération risque de faire long feu. Les problèmes de la succession en Espagne rendent plus difficile aujourd'hui un recul du gouvernement espagnol. Juan Carlos, dont la situation est fragile face à l'opposition des milieux militaires, a voulu lui aussi faire de la question du Sahara une affaire de prestige. Voilà qui embarrasse fort Hassan II, en tête-à-tête avec les 350.000 Marocains qu'il a lui-même mis en marche. Les faire s'arrêter aujourd'hui, c'est une capitulation dont le régime risque de ne pas pouvoir se relever. Leur faire franchir les quatre kilomètres qui les séparent encore des troupes espagnoles. c'est le risque de l'affrontement. Rien ne dit que le dictateur de Rabat ne choisisse pas cette solution, qui aurait pour lui l'avantage de laisser aux soldats espagnols le soin de régler le sort des paysans et des chômeurs marocains entraînés dans cette aventure démagogique. Hassan II est fort capable d'un tel choix.**

**Qui va sortir victorieux de ce jeu de poker qui menace d'être sanglant ? Ce qui est certain, c'est que ce ne sera aucun des peuples concernés, et certainement pas le peuple saharaoui.**

**Le gouvernement espagnol ose se poser en défenseur de l'indépendance future du Sahara Occidental, alors que c'est tout de même l'Espagne qui avait maintenu ce pays sous le joug colonial ! Et Hassan II ose parler de guerre de libération, alors qu'il refuse l'organisation d'un référendum, sachant d'avance que le peuple saharaoui risque de refuser sa dictature.**

**Alors, sans doute, aucune des solutions envisagées n'est satisfaisante, entre les nouvelles formes de dépendance et la création d'un minuscule Etat vulnérable. Mais il faut que le peuple saharaoui décide lui-même de son avenir.**

**Ce n'est pas aux camarillas bourgeoises intéressées de décider du sort du peuple saharaoui !**

## USA : chasse aux sorcières

**Angela Davis, militante communiste noire qui est professeur de philosophie, venait d'obtenir un poste à l'Université de Claremont, en Californie.**

**Mais cette nomination a provoqué des remous considérables : le directeur du département d'études noires qui l'avait engagée vient de se faire renvoyer. Les autorités universitaires tentent de refuser l'attribution du poste, bien que le contrat soit déjà signé. Divers organismes privés qui financent l'université ont menacé d'arrêter leurs subventions.**

**Mac Carthy est mort, mais la chasse aux sorcières continue.**

**Angela Davis.** (ph. Abbas-Sipa)

# USA : MANŒUVRES PRE-ELECTORALES

**FORD vient de procéder à un large remaniement gouvernemental à Washington. Henry Kissinger, qui cumulait les postes de secrétaire d'Etat et de directeur du conseil national de Sécurité abandonne le second. Le secrétaire d'Etat à la Défense, James Schlesinger, et le secrétaire au Commerce, Morton, sont limogés ainsi que le directeur de la CIA, William Colby.**

**Ainsi, règlements de comptes et marchandages semblent aller bon train dans l'équipe gouvernementale, alors que se rapproche l'échéance des élections présidentielles de 1976. Ils s'expliquent non pas tant par de prétendues divergences d'opinion — tous s'accordent à dire que la politique américaine n'en sera pas changée pour autant — que par la volonté du président Ford de marquer des points avant l'ouverture de la campagne. Ce remaniement gouvernemental vise à renforcer l'autorité de Ford. Non seulement il a mis en place des hommes à lui — « Ses gars » selon son expression — tels que Donald Rumsfeld qui devient secrétaire à la Défense et George Bush qui prend la tête de la CIA, mais il aura montré aussi qu'il n'était pas le simple porte-parole des hommes forts du régime, et que c'est bien lui le maître du jeu. Il pourra même inscrire à son actif l'apparente volonté de remettre de l'ordre dans la CIA au moment où une commission d'enquête du Congrès accumule sur celle-ci des documents quelque peu gênants.**

**Ainsi Ford soigne son image. Il en a besoin, lui sur qui on colporte partout de méchantes histoires et qui passe même pour un fieffé imbécile. Et à défaut d'apporter des solutions aux problèmes bien réels dans lesquels se débattent les Etats-Unis, c'est bien le moins qu'il puisse faire.**

Dominique CHABLIS.

## Bourguiba : en toute modestie

*Dans une interview à l'AFP, Bourguiba, « président à vie » de la Tunisie, vient de déclarer :* « Le protectorat » *(français en Tunisie),* avec tous ses aspects négatifs, avait aussi ses aspects positifs : la formation des cadres, la formation d'un homme comme moi qui ai été capable de lutter en invoquant les principes de la révolution française ».

*En toute modestie ! Si le protectorat français a formé beaucoup d'hommes « tels que Bourguiba », on plaint les Tunisiens.*

## Pour la sécurité des prisonniers politiques espagnols

### Communiqué du CISE

**Le vendredi 28 octobre, des femmes et des avocats de détenus politiques ont tenu une conférence de presse, illégale, à Madrid, pour dénoncer l'insécurité des prisonniers politiques.**

**Ils ont dénoncé le fait que depuis le 18 octobre, 106 prisonniers sanctionnés étaient toujours maintenus dans un isolement complet.**

**Nous publions ci-joint des extraits de l'appel du CISE (Comité d'Information et de Solidarité avec l'Espagne) :**

... « Ces derniers jours, des bandes fascistes ont essayé d'attaquer la prison de Carabanchel à Madrid pour s'emparer de prisonniers politiques. Les familles de certains d'entre eux ainsi que d'anti-franquistes connus ont reçu des menaces de mort.

En ces moments de désintégration où s'accentuent les contradictions au sein d'un régime agonisant, tout est possible, y compris les vengeances les plus sordides.

Le CISE vous demande d'adresser des lettres et des télégrammes à la présidence du gouvernement à Madrid et d'envoyer des délégations aux ambassades et consulats de Paris et de la province, pour exiger :

— La sécurité des prisonniers politiques et leur libération immédiate.

— L'amnistie sans délai pour les prisonniers politiques et pour les exilés.

— L'abolition de toutes les lois répressives qui empêchent l'exercice des libertés proclamées dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. »

## Canada : " Mirabel ", alcool et pots de vin

Les difficultés de la mise en service de « Mirabel » sont bien légères par rapport à celles qu'a dû éprouver Otto Lang, le ministre canadien des Transports, jeudi aux Communes quand il s'est vu prier de dresser le bilan financier des cérémonies d'inauguration du nouvel aéroport international de Montréal.

C'est que ses invités n'y sont pas allés « avec le dos de la cuillère »... Qu'on en juge : ils ont ingurgité pour quelque 210.000 F de nourriture diverse et avalé pour 85.000 F de boissons alcoolisées.

Les 19 ministres étrangers conviés ont eux-mêmes présenté une note d'hôtel de 54.000 F...

En s'entendant indiquer la quantité d'alcool consommée, le député qui avait demandé ces précisions n'a pu s'empêcher de s'écrier : « **Avec tout cela, on aurait pu faire flotter le Concorde** »...

Il est vrai que les frais d'inauguration ne sont rien à côté des sommes englouties dans l'édification de cet aéroport et qui ont fait l'objet d'un scandale financier avec révélations sur les pots de vin, les fraudes fiscales et autres combines affairistes... de quoi faire flotter toute une escadrille.

## Salvador : poulets et crânes d'œufs

*Les jeunes citoyens du Salvador (Etat d'Amérique centrale) portant les cheveux longs ne pourront plus désormais obtenir de carte d'identité.*

*Cette mesure, ont expliqué les autorités, permettra d'éliminer les problèmes d'identification suscités par les personnes qui se laissent pousser les cheveux ou au contraire se les coupent, après s'être fait photographier en vue d'obtenir leurs documents officiels.*

*Ce n'est pas là une bizarrerie de bureaucrates. Cela démontre simplement qu'une des préoccupations du gouvernement du Salvador est de renforcer le contrôle policier sur la population et sur la jeunesse en particulier. Il n'y a pas de quoi rire.*

*En France même, surtout depuis mai 1968, la police a systématiquement une attitude hostile et provocante à l'égard des jeunes qui portent des cheveux longs.*

*Finalement l'attitude vis-à-vis des cheveux longs devient un bon moyen d'apprécier la bêtise des gouvernants et la mainmise de la police sur un pays.*

## Berlin : entre deux eaux, entre deux feux

**Le 11 mai dernier, un enfant turc de cinq ans, fils de travailleur immigré, se noyait à Berlin sous le regard impuissant des hommes-grenouilles de la police ouest-berlinoise. Pourquoi personne ne vint donc au secours de ce gosse, comme personne ne vint au secours d'autres, qui se noyèrent de la même façon avant lui ?**

**Parce que les voies fluviales dans lesquelles il était tombé, font partie du « No man's land » qui sépare Berlin-Ouest de Berlin-Est, au pied du sinistre « mur » érigé en 1961 en travers de la ville par les autorités d'Allemagne de l'Est, et parce que quiconque s'aventure dans cette zone risque d'essuyer le feu des gardes-frontière est-allemands.**

**Aussi, ni les pompiers, ni les policiers de Berlin-Ouest ne secouraient-ils jusqu'à présent les personnes tombées dans ses voies fluviales « frontières ».**

**Mais depuis quelques jours, il en va autrement. Au terme de plus de deux ans de négociations, le sénat de Berlin-Ouest et le gouvernement de la RDA ont signé un accord stipulant qu'en cas de noyade, les équipes de secours arrivées les premières sur les lieux pourront entamer les opérations de sauvetage... sans risques.**

**Beau progrès ! Qui en dit long sur la hideur de cette caricature de socialisme qu'est le régime d'Allemagne de l'Est !**

# LA MARCHE SUR L'ESPAGNE

(Photo Monpline - SIPA)

(Photo Gornek)

## Une opération politique ambiguë et contestable

**La** « marche sur l'Espagne », **devenue ensuite la** « marche sur Hendaye », **s'est finalement arrêtée à l'entrée de Bayonne, véritable porte du Pays basque, proprement bouclée par d'importantes forces de police. Le rassemblement, regroupant plusieurs milliers de personnes, et la fête prévue se sont pourtant déroulés malgré l'interdiction, mais hors du Pays basque, à Tarnos dans les Landes.**

Il est vrai que, pour pénétrer dans les Pyrénées-Atlantiques, les organisateurs auraient dû franchir non seulement le barrage, bien matériel, de la police mais encore celui, moral, des organisations autonomistes basques françaises, qui avaient rompu deux jours plus tôt avec les organisateurs parisiens sur la réponse à faire à l'interdiction. Pourquoi cette rupture ? Pour des raisons d'amour-propre nationaliste (**« Les Parisiens se sont comportés comme en terrain conquis »** aurait dit un membre d'Embata) ou pour des raisons infiniment plus sérieuses de sécurité ? Les deux certainement. Toujours est-il que, dès le vendredi 31 octobre, plusieurs milliers de CRS et de gardes mobiles, envoyés en renfort au Pays basque, étaient massés aux frontières d'Hendaye et de Béhobie et bien sûr à Bayonne, où ils devaient stopper la marche. Quant à la population basque, autant par réaction chauvine que par souci de sécurité, elle est restée depuis le début hostile à cette manifestation qui lui était d'ailleurs parfaitement étrangère.

L'épilogue de cette marche est bien significatif du caractère ambigu et contestable d'une telle opération politique. Popularisée au début par quelques intellectuels d'extrême-gauche (Sartre, Vigier, etc...), elle avait pour but affirmé **« que les femmes, les hommes et les enfants d'une Europe mal libérée de la guerre se retrouvent pour montrer leur solidarité aux peuples espagnols et commencer un véritable boycott du dernier régime fasciste en Europe ».** C'était, dès le départ, un geste politique discutable et même erroné. Comment peut-on boycotter un « régime » sans boycotter les populations qui, elles, subissent ce régime depuis trente-cinq ans. Que pouvait signifier un tel rassemblement, de ce côté des Pyrénées, qui ne pouvait manquer d'avoir comme effet immédiat et préventif, de l'autre côté des Pyrénées, que de concentrer des forces policières à la frontière et dans tout le Pays basque, avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour la population ? Comment les peuples d'Espagne enfin pouvaient-ils prendre ces exhortations à la liberté émises de l'autre côté de la frontière, après trente-cinq ans d'isolement ?

Mais avec la nouvelle de la maladie et de l'agonie de Franco, la démonstration politique prit un tour encore plus critiquable. Le message de solidarité s'est transformé peu à peu en véritable fête regroupant jeunes gauchistes et autonomistes divers, bretons, occitans, etc... Dans **Le Monde** du 29 octobre, les comités de marche faisaient passer une publicité surprenante dont voici les termes :

**« Tous, que nous soyons ou non dans un parti ou dans un syndicat, nous voulons pouvoir chanter pour les peuples d'Espagne, faire passer les messages à ce pays occupé depuis trente-cinq ans, éclairer le ciel par des ballons et des feux d'artifices. Nous utiliserons les trains, les bateaux, les voitures, tous les moyens pour parler aux Espagnols, aux Basques, aux Galiciens, aux Catalans, pour faire entendre la voix d'une liberté.**

**Appel à toutes les troupes de théâtre, les cirques, bidons ou pas, le TNP de Jean Kergrist (Théâtre national portatif), les fanfares, cliques, orphéons, les cracheurs de feu, les montreurs d'ours, les dresseurs de puces, jongleurs, illusionnistes et les poètes sans rives.**

**Venez à Hendaye, animer les bals, les festnoz et les cantaldis, les 1er et 2 novembre, et faites-le savoir ».**

A ce point, on est en droit de se demander s'il s'agit de naïveté et d'infantilisme politique, ou plus simplement d'un mépris total pour ce que peuvent penser et ressentir les peuples d'Espagne, à qui « ces messages » étaient ainsi délivrés.

Quant aux organisations basques, du côté espagnol du moins, elles voyaient avec inquiétude une telle manifestation, susceptible de faire pour quelque temps du Pays basque français, traditionnellement terre de refuge et base de repli pour les militants pourchassés, une zone désormais interdite !

En fin de compte, en interdisant la marche sur Hendaye, Poniatowski a tranché. Les jeunes manifestants ont retrouvé les tracasseries de leur adversaire traditionnel, la police, qui s'est manifestée par le contrôle des cars, les pressions diverses sur les entreprises de cars et, pour finir, par le bouclage de Bayonne.

La fête s'est tenue quand même à Tarnos. Elle n'avait plus comme raison d'être que de relever le défi de l'interdiction. Et c'est bien, dans cette affaire, la seule qui soit encore acceptable.

**Colette BERNARD.**

## LIBERTE POUR PAUL URVOY ET JACKY HUET DETENUS ARBITRAIREMENT DANS LES GEOLES FRANQUISTES !

*Depuis plus de deux mois, deux jeunes sont détenus en Espagne où ils étaient allés passer leurs vacances. Il s'agit de Paul Urvoy, de Derval, 25 ans, arrêté le 28 août 1975, lors de son séjour au Pays basque, sous prétexte qu'il se trouvait sur les lieux d'une manifestation anti-franquiste, et de Jacky Huet, de Vitré, 21 ans, en vacances avec six de ses amis sur la Costa Brava, frappé et blessé par un garde civil lors d'un contrôle d'identité, arrêté le 20 août et depuis inculpé de coups portés à un garde civil. Il risque jusqu'à huit ans de prison. La détention arbitraire de l'un et l'autre doit se traduire par un jugement, dont on ne connaît pas la date pour le premier des jeunes gens et qui aurait dû se dérouler fin octobre pour le second. Dans une lettre qu'il envoyait aux parents de Paul Urvoy le 26 septembre dernier, le consul général de France à Bilbao, tentant d'intervenir en faveur de sa libération, soulignait* « qu'on se heurte à un mur » *et que* « Paul a eu la malchance d'être arrêté le jour même où entrait en vigueur une législation d'exception ; et elle l'est vraiment ! ».

*Afin de faire connaître la situation des deux emprisonnés, un Comité nantais de libération de Paul et Jacky (Librairie 71, rue Jean-Jaurès, 44-Nantes), s'est constitué. Et en effet il faut que soient connus et dénoncés ces deux emprisonnements révoltants ! Ne laissons pas condamner arbitrairement Paul et Jacky !*

## Le terrorisme franquiste en France

### LES EDITIONS RUEDO IBERICO COMMUNIQUENT

**Depuis avril 1975 les attentats contre les institutions et personnes antifranquistes, tant françaises qu'espagnoles, se sont multipliés sans susciter de mesures officielles. La librairie Mugalde, éditeur basque à Hendaye, est plastiquée à deux reprises, en avril et mai. Le 6 juin, le siège du CISE (Comité d'Information et de Solidarité pour l'Espagne) est détruit par une bombe. Le 16 juin, les Editions Ebro à Paris, qui éditent des ouvrages en espagnol d'orientation marxiste, sont attaquées. Peu avant, le siège d'Anai Artea, association d'aide aux réfugiés basques, à Saint-Jean-de-Luz, est plastiqué. Le 12 octobre, attentat manqué à la mitraillette contre des militants basques au domicile du chanteur Imanol. Le 14 octobre, une bombe explose au siège des Editions Ruedo Ibérico, qui publient depuis 1961 des ouvrages de toutes tendances interdits en Espagne.**

**Cette escalade de violence de la part de l'extrême-droite en territoire français est en rapport direct avec la recrudescence de la répression du gouvernement espagnol qui, par éléments téléguidés, cherche à porter en France la guerre qu'il mène déjà en Espagne.**

**Nous nous solidarisons avec les victimes de la lutte antifasciste et demandons au gouvernement français que des mesures immédiates soient prises en vue d'arrêter les agissements des fascistes — espagnols ou français — qui mettent en danger la sécurité des personnes et l'exercice des libertés les plus fondamentales.**

## Réunion publique de Lutte Ouvrière

**Vendredi 14 novembre, 20 h 45**

**Salle de l'Aiglon - Place Puy-Paulin à BORDEAUX (entrée 1 F)**

**— LA CRISE DE SUCCESSION EN ESPAGNE**

**— LA SITUATION AU PORTUGAL**

# Un militant ouvrier tunisien MENACE D'EXPULSION

**Béchir Arfaoui risque d'être expulsé par les autorités françaises le 5 décembre. Militant du FTA (Front des Travailleurs Arabes) ayant participé au combat contre la circulaire Fontanet (il a fait en avril 1973 une grève de la faim dans l'église de Ménilmontant), il est aujourd'hui victime d'une police raciste et d'un pouvoir réactionnaire. Un comité s'est constitué pour lutter contre la menace d'expulsion. Voici de quelle façon il relate les faits qui sont à l'origine de cette affaire :**

**Béchir Arfaoui a été arrêté dans une rafle, rue de la Charbonnière à Barbès le dimanche 10 août 1975 vers 18 heures. Il a été conduit au poste de police de Barbès, boulevard de la Chapelle, avec sept autres immigrés. Ils ont été obligés de vider leurs poches (papiers, clés, argent...) en un seul tas commun. Comme leurs papiers étaient en règle, et après vérification par téléphone, ils ont été relâchés, environ une demi-heure plus tard.**

**En les relâchant, les policiers ont fait des remarques racistes :** « Vous êtes là pour nous emmerder. C'est nous qui payons le chômage pour vous, c'est votre faute s'il y a 1 300 000 chômeurs ». **Au moment de sortir, un travailleur noir a voulu rester et criait que les policiers refusaient de lui rendre son argent ; les policiers l'ont poussé dehors. Arfaoui est resté pour soutenir le Noir. Il a dit aux policiers qu'ils étaient racistes, ceux-ci se sont précipités brutalement sur eux.**

**Il s'est défendu pour s'enfuir, mais cinq policiers l'ont ceinturé et arrêté.**

**Ils lui ont mis les menottes et l'ont enfermé. Vers 21 heures, ils l'ont transféré au commissariat central du 18e arrondissement (Mairie du 18e).**

**Un groupe de policiers s'est particulièrement acharné sur ce travailleur : insultes, humiliations (il a été plusieurs fois entièrement déshabillé), menaces de mort, passage à tabac et sévices dont, plus de deux mois après, il garde encore des traces. Seuls deux policiers gradés ont exprimé leur désaccord mais sans faire cesser leurs collègues.**

**Arfaoui a été jugé en flagrant délit le mercredi 13 août à Paris et condamné à deux mois de prison ferme et deux mois avec sursis pour « outrage à agents » et « rébellion ». Au tribunal, il a voulu montrer les marques des sévices subis, le président a refusé en disant :** « Ce n'est pas la peine, je vous crois sur parole... ».

**Deux policiers de Barbès sont venus témoigner. L'un d'eux a déclaré :** « Tous les Arabes sont chômeurs ». **L'avocat commis d'office a demandé que cette déclaration soit inscrite par le greffier.**

**En prison, Arfaoui a demandé à voir le médecin à plusieurs reprises sans succès. De la même façon, il n'a pas pu voir un groupe de journalistes tunisiens qui ont visité la prison de Fresnes, et ont pu interviewer les autres détenus tunisiens.**

**Il est sorti de la prison le samedi 11 octobre 1975 à 17 heures. Il était convoqué à la préfecture de police, service des étrangers, il s'y est rendu le mardi 21 octobre, accompagné de plusieurs camarades.**

**Là-bas on lui a notifié son expulsion en raison de sa condamnation (plus de trois mois). Il a demandé à faire appel devant la commission spéciale d'expulsion où il est convoqué le vendredi 5 décembre 1975. Cette commission est consultative, la décision ne dépend que du ministre de l'Intérieur.**

**Comité contre l'expulsion d'Arfaoui Béchir. Permanences : Lundi et jeudi de 18 h 30 à 20 heures, 37 bis, rue des Maronites, Paris-20e.**

## GRANDE ECOLE ET PETITE LIBERTE

La direction de l'école Polytechnique vient d'interdire deux soirées avec projection de film et débats sur la vie des travailleurs immigrés, pourtant prévues et autorisées depuis un mois, qui devaient se dérouler dans l'enceinte de l'école les 5 et 6 novembre.

Ainsi n'a pu être, entre autres, projeté le film *L'Autre France* sur le sort des travailleurs immigrés, avec la participation du réalisateur Ali Ghalem.

La raison avancée pour cette interdiction, c'est que l'affichage-annonce, fait à l'extérieur de l'école, était considéré comme politique.

Les responsables galonnés qui dirigent l'école — car Polytechnique a toujours un statut militaire — craignent moins, apparemment, le ridicule que le mouvement des idées. Les militaires, il est vrai, ont depuis longtemps observé que le ridicule ne tuait pas.

## GRENOBLE :

# PATRON ET JUSTICE MAIN DANS LA MAIN

Début septembre, à Grenoble, une bagarre opposait des jeunes du quartier Paul-Mistral à la police venue faire des contrôles d'identité.

Trois de ces jeunes sont depuis incarcérés à la prison de Varces, sans jugement. L'un d'entre eux travaillait à Ugine-Carbone, usine proche du quartier. Dernièrement la direction vient de le licencier.

Ainsi, pour s'être défendu alors que la police l'insultait et le frappait, ce jeune travailleur est doublement sanctionné. Il est pourtant soutien de famille, car son père est actuellement hospitalisé et il a à sa charge cinq frères et sœurs mineurs (ne travaillant pas) et une sœur au chômage (qui elle-même a une fille et dont le mari est au service militaire). Les problèmes financiers et moraux de cette famille sont dramatiques. En le licenciant, la direction d'Ugine-Carbone se débarrasse d'un jeune travailleur en mettant sa famille entière dans la misère la plus totale.

Police, magistrat, patron, voilà une bien sinistre association pour le maintien d'un ordre inhumain.

## Poniatowski : sus aux Normands !

Les régionalistes bretons inquiètent décidément beaucoup Poniatowski, qui semble cependant avoir quelques ennuis avec sa mémoire, ou avoir beaucoup « séché » ses cours de géographie au lycée. Qu'on en juge : « dans le cadre des opérations anti-FLB », des policiers de Rennes et de Rouen ont interpellé et gardé à vue pendant plusieurs heures, mardi 4 novembre, le président du... « Mouvement Normand ».

Aux dernières nouvelles, Poniatowski aurait, sur sa lancée, l'intention de faire procéder à l'interpellation du maire de la commune libre de Montmartre. Ce qui ne saurait manquer de rassurer ceux des électeurs qu'inquiètent les progrès du séparatisme en France !

## L'OLP à Paris

**L'autorisation donnée par le gouvernement français à l'Organisation de Libération de la Palestine d'ouvrir un bureau à Paris a soulevé de nombreuses protestations : celle de Jacques Soustelle, de l'Alliance France-Israël, mais aussi de Pierre Giraud, sénateur socialiste de Paris. Tous ces gens admettent fort bien qu'Israël ait une ambassade à Paris, quelle que soit la répression exercée contre les populations arabes de Palestine, mais s'indignent qu'on autorise les « terroristes » palestiniens à y installer un bureau.**

**Et pourtant le geste du gouvernement français vient après la reconnaissance de l'OLP par de nombreux autres Etats, après l'admission officielle à l'ONU de l'OLP comme observateur.**

**L'autorisation accordée à l'OLP est dans la ligne de la politique française vis-à-vis du Moyen-Orient, tel'e qu'elle a été définie par De Gaulle en 1967. Elle n'aidera naturellement en rien les Palestiniens dans leur lutte contre le sionisme. Mais elle permettra au gouvernement et aux capitalistes français de poursuivre leur politique vis-à-vis du monde arabe... sans que cela les engage à quoi que ce soit.**

## A Penhoët (Saint-Nazaire) nous devons faire la guerre au racisme !

**Dans la nuit du mercredi 29 octobre, à Penhoët, quartier ouvrier de Saint-Nazaire où se trouvent les Chantiers de l'Atlantique, deux travailleurs algériens étaient délibérément blessés à coups de fusil de chasse par un jeune chômeur de 17 ans. L'un des blessés, 35 ans et père de cinq enfants, était gravement atteint et transporté à l'hôpital tandis que le voyou raciste était arrêté par les consommateurs d'un café voisin.**

**Cet attentat fait suite à d'autres actes racistes perpétrés à Penhoët comme à Saint-Nazaire et dans la région. Le développement du chômage (l'agglomération et ses environs compteraient 6 000 chômeurs d'après les syndicats) contribue au développement du racisme, verbal ou agissant. Mais nous ne devons pas laisser s'étendre cette gangrène. Car tous les travailleurs conscients, ceux que les patrons ont jetés à la rue comme ceux qui ont du travail, savent le danger mortel que représente le racisme sous toutes ses formes, pour eux-mêmes comme pour leurs familles et l'ensemble de la population. Ils doivent, sous peine d'être un jour eux-mêmes les victimes de la racaille raciste, combattre le racisme et lui faire la guerre.**


**Lutte de classe**

**Au sommaire du numéro 31 :**

— **PORTUGAL : le combat pour la révolution socialiste passe par la lutte pour la démocratie ouvrière.**

— **L'OCI, la Ligue Communiste et le Portugal.**

— **De Cuba au Portugal : le Secrétariat Unifié et le modèle classique de la révolution.**

— **Vers le national maoïsme.**

**Lutte de Classe n'est pas en vente dans les kiosques. Vous pouvez vous la procurer auprès des diffuseurs de LUTTE OUVRIERE, ou en écrivant à notre journal. Prix : 5 F.**

# ROUEN peur sur la ville

DANS la soirée du mardi 4 novembre, la peur s'est emparée de la ville de Rouen.

Pour la deuxième fois en moins d'une semaine, une vague de gaz nauséeux s'est répandue sur l'agglomération. Mais cette fois-ci, l'odeur était tellement pestilentielle, que, par centaines, les Rouennais ont téléphonné aux pompiers, à la mairie, à **« Paris-Normandie »** (le journal régional), bloquant les standards pour s'informer et protester. On se serait cru dans un film de science-fiction. Certains, voyant leurs enfants pris de vomissements, cherchaient refuge en forêt verte ou à la campagne. En quelques minutes, les rues désertes se remplissent et l'on entend partout : **« C'est intenable, j'en tousse, les yeux me piquent, il faut faire quelque chose... Est-ce toxique ? ».**

La cause de tout cela ? L'usine Lubrizol, qui fabrique des additifs pour lubrifiants, a laissé échapper un nuage de mercaptans, gaz aux vapeurs très nauséabondes ! Par suite d'une erreur, un produit oxydant pas très stable aurait été surchauffé, dégageant ces gaz.

**« Mauvaise soirée »,** a soupiré Lecanuet. Puis il ajoute : **« Cette erreur est regrettable... »,** en s'empressant de couvrir les responsables, sans se demander un instant bien entendu, comment la même erreur a pu se reproduire deux fois dans la même semaine !

Ainsi les industriels peuvent en toute impunité continuer à empoisonner la vie des habitants de l'agglomération. Les usines chimiques comme Rhône-Progil ou l'APC (Azote et Produits Chimiques) par exemple peuvent sans aucun problème déverser dans l'atmosphère, chaque nuit, des gaz non seulement malodorants, mais toxiques (des gaz sulfureux notamment). Lubrizol peut plonger la ville entière dans la puanteur ! Jusqu'où cela peut-il aller ? A quand les masques à gaz et les bouteilles à oxygène ?

**Martine MASSON.**

## Contestation au "Goncourt"

*Trois attentats commis contre des membres de jurys littéraires, un romancier membre de l'académie « Goncourt » badigeonné de sauce tomate le jour où il reçoit la Légion d'Honneur, des tracts stigmatisant la corruption littéraire répandus aux traditionnels déjeuners des « Goncourt », des graffiti non moins incendiaires barbouillant la façade de Gallimard... La contestation semble régner dans le monde littéraire.*

*Mais est-ce bien de littérature qu'il s'agit ? Les prix littéraires (notamment le fameux « Goncourt ») ne sont qu'une vaste comédie qui ne profite qu'aux maisons d'édition (elles se les partagent à tour de rôle) et aux jurés qui ne récompensent que les petits copains des copains.*

*Et le prix « Goncourt » qui, bon an mal an, se tire à plus d'un demi-million d'exemplaires, est d'abord une bonne affaire commerciale, destinée à remplir les poches de l'heureux éditeur de l'ouvrage couronné.*

*La littérature y trouve quand même parfois son compte. Car après tout les ouvrages choisis en valent bien d'autres. Mais on a du mal à prendre au sérieux et les jurés et les lauréats... et les contestataires.*

**Une manifestation à Marseille, en janvier 1975, pour soutenir les soldats de Draguignan qui allaient être jugés le lendemain. La lutte des soldats et le soutien qu'ils avaient trouvé dans la population avaient finalement attiré l'attention sur leur condition et amené les autorités à un certain nombre de concessions. Bigeard, qui fut nommé secrétaire d'Etat à la suite de cette agitation, devrait s'en souvenir...** (ph. Fotolib)

# POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES des soldats

**UN comité de soldats du 19e régiment du Génie, en garnison à Besançon, a annoncé, mardi 4 novembre, la création d'un syndicat de soldats. Ils ont le soutien de la CFDT et de la FEN. Ils ne sont « ni gauchistes ni antimilitaristes », ont-ils tenu à rappeler en annonçant leur initiative.**

**Les autorités civiles et militaires tentent de minimiser l'importance de cette initiative. Mais en même temps elles ont réagi avec la plus extrême fureur. D'abord Bourges, le ministre des Armées, mais aussi Bigeard, qui entre en rage parce que les soldats veulent s'organiser sur le plan syndical pour défendre leurs revendications, revendiquent le droit d'élire des délégués, osent rappeller publiquement que la Déclaration des droits de l'Homme, qui garantit la liberté de s'organiser, s'applique aux soldats. Il l'a clairement fait savoir :** « La création d'un syndicat dans l'armée est un acte illégal et impensable... Nous ne pouvons pas passer là-dessus. D'ailleurs la France ne nous le pardonnerait pas... Actuellement nous observons une amélioration du climat dans l'armée, alors ce mouvement sera stoppé et réprimé ; c'est du moins mon intention. »

**Les intentions de Bigeard ne surprendront pas grand-monde. Face à la contestation dans l'armée, l'ancien chef des paras a remisé son ton boy-scout des débuts, pour en revenir à l'emploi des bonnes vieilles méthodes « radicales ». L'Histoire aurait peut-être pu lui apprendre que le recours à la répression n'a jamais empêché les défaites. Il est vrai que les gens comme Bigeard n'ont jamais appris grand-chose de l'Histoire.**

**Mais les soldats du contingent ont appris, eux, depuis** l'Appel des Cent, **Draguignan, Karlsruhe et Verdun, que c'est quand ils manifestent, s'organisent et refusent de se laisser traiter comme des pions, qu'ils font reculer les officiers et les autorités civiles et militaires.**

**Aujourd'hui, les soldats de Besançon revendiquent des droits démocratiques du citoyen. Ils doivent avoir le soutien des travailleurs.**

## Ils votent les yeux fermés... et le reconnaissent

Les députés auraient en théorie pour rôle de faire les lois, ce qui n'est plus le cas depuis longtemps, ou au moins de prendre connaissance des projets du gouvernement et de se prononcer dessus.

Tout cela n'est cependant qu'une mascarade et il arrive que les députés de la majorité eux-mêmes le reconnaissent, pour réclamer un peu plus d'égards. Ainsi le député UDR Julien Schwartz, rapporteur de la commission chargée d'examiner le budget de l'industrie, déplore-t-il dans son introduction **« que, pour l'essentiel, les affaires industrielles relèvent de ce que l'on peut appeler le domaine réservé de l'exécutif »** et souligne que **« des obstacles multiples se révèlent sur la route de l'analyste : secret fiscal, secret commercial (on ne veut pas révéler le nom des firmes bénéficiaires des grosses subventions de décentralisation), secret stratégique (le nom et le tonnage des minerais achetés pour les stocks de réserve ne sont pas donnés) ».**

Tout cela n'a quand même pas empêché la commission, composée essentiellement de membres de la majorité, de donner « un avis favorable » à l'adoption du budget de l'industrie...

Quant à nous, nous voilà prévenus : la seule façon de connaître les cadeaux et les subventions du gouvernement aux grandes sociétés, c'est bien que les travailleurs ouvrent les livres de comptes des capitalistes et abolissent ainsi le secret commercial et le secret fiscal. Ne comptons surtout pas sur le Parlement, qui n'est là que pour amuser la galerie.

### PARLEMENT : POUR LA GALERIE

Depuis 1959, le Parlement a siégé, sauf une année, entre 55 et 70 jours par an. C'est ce qu'ont calculé un certain nombre de sénateurs, au cours d'un débat où ils ont demandé à pouvoir tenir séance quelques jours de plus.

Ainsi députés et sénateurs, censés contrôler le gouvernement, sont réunis durant un sixième, au mieux un cinquième de l'année. S'il fallait une preuve du véritable rôle du Parlement, la voilà.

Non seulement députés et sénateurs n'ont aucun moyen réel de contrôler les hauts fonctionnaires de l'Etat, ceux qui décident de l'application de la politique du gouvernement, mais la plupart du temps ils n'ont même pas la possibilité de discuter de cette politique.

Mais, de la droite à la gauche, on continue à appeler démocratie et pouvoir du peuple le fait pour celui-ci de pouvoir voter une fois tous les cinq ans pour des représentants... qui n'ont même pas le pouvoir de se réunir plus de quelques jours par an.

## Pour Chirac :

### UN BON MINISTRE EST UN MINISTRE QUI SE TAIT

**Le Premier ministre Chirac est prudent. Il a fermement déconseillé à ses ministres de participer aux émissions de Philippe Bouvard sur Antenne 2 et d'Yvan Levaï sur Europe n° 1.**

**Qu'ont-elles de si dangereux, ces émissions ?**

**Pas grand-chose, sinon d'amener ceux qui y participent à répondre à des questions qu'on leur pose, parfois à brûle pourpoint, de manière un peu plus incisive et un peu moins révérencieuse qu'il n'est de coutume dans les interviews.**

**Ils ne sont pourtant pas bien méchants, Yvan Levaï et Philippe Bouvard. Mais il faut croire que leur ton est encore trop direct pour nos ministres.**

**Il est vrai que les ministres perdent tellement d'occasions de se taire, qu'on comprend que Chirac ne tienne pas à leur multiplier les occasions de trop parler et qu'il craigne que les ministres se retrouvent en « situation difficile ».**

**Tant qu'il s'agit de faire des sourires ou de froncer les sourcils à la télévision, de monter quatre à quatre les marches de l'Elysée ou de couper les rubans d'inauguration, les ministres sont présentables.**

**Mais dès qu'il faut un peu « s'expliquer », ou répondre à des questions un peu précises, les « petites phrases » « fignolées dans les bureaux des ministères ont vite fait de se transformer en gaffes monumentales.**

**En clair, Chirac le dit lui-même : les ministres ne sont pas sortables.**

# dossier ANGOLA... ANGOLA...

# L'IMPERIALISME PREPARE DE NOUVEAUX CRIMES EN ANGOLA

**L'indépendance de l'Angola devient officielle le 11 novembre. Elle consacre la défaite de la domination coloniale portugaise. L'Etat portugais, malgré d'énormes moyens mis en œuvre, n'a pu vaincre la révolte du peuple d'Angola contre cette forme de domination directe et particulièrement barbare qu'est le colonialisme.**

Pourtant, la guerre n'est pas finie. Celle menée par les troupes portugaises pour imposer au peuple d'Angola le maintien du joug colonial a été relayée par une autre qui oppose trois organisations qui se réclament toutes du nationalisme angolais : le MPLA d'une part, le FNLA et l'UNITA de l'autre.

Rivalité entre appareils pour le contrôle du pouvoir étatique du futur Angola indépendant ? Sans doute, mais pas seulement. Sous une forme moins directe, plus insidieuse, c'est la guerre d'indépendance nationale qui se poursuit.

Le pouvoir colonial portugais ne défendait pas seulement les intérêts de la bourgeoisie portugaise ou des colons. Il défendait également les intérêts des grands trusts des puissances impérialistes américaines, françaises, sud-africaines, belges, qui se taillaient la part du lion dans l'exploitation des immenses richesses de l'Angola.

Ces puissances, et en particulier les USA, ont tiré la conclusion de l'incapacité évidente de l'Etat colonial portugais à continuer de jouer le rôle de gardien de leurs intérêts. Ils ont préparé la relève en aidant, financièrement et matériellement, les organisations nationalistes qui leur semblaient les plus aptes à diriger l'Angola indépendant dans un sens favorable à leurs intérêts, en l'occurence le FNLA d'abord, puis plus récemment l'UNITA.

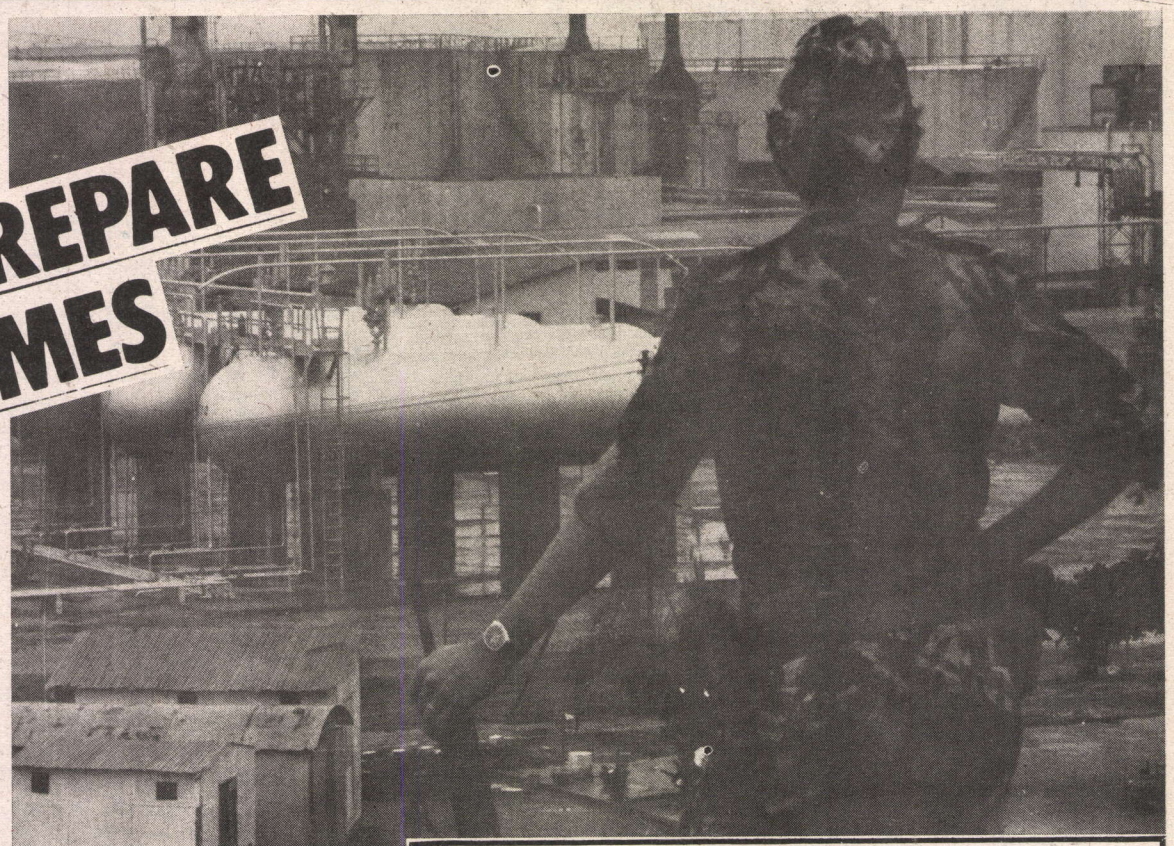
D'autant plus que les intérêts impérialistes en Angola même ne sont pas les seuls en cause. Ce pays occupe une position clé en Afrique australe. Il est voisin à la fois de l'Afrique du Sud dominée par une minorité blanche ségrégationniste, et du Zaïre, bastion de l'influence américaine dans cette partie du continent africain.

Certes, le MPLA se situe dans la perspective d'une évolution bourgeoise de l'Angola, tout comme les deux autres organisations nationalistes. Mais son nationalisme plus radical, les sympathies qu'il trouve sur cette base dans les couches les plus pauvres de la population, ses relations avec l'Union Soviétique, le rendent plus suspect aux yeux de l'impérialisme américain.

Les manœuvres de l'impérialisme américain, visant à à garantir son contrôle sur l'Etat de l'Angola indépendant par l'entremise du bloc FNLA-UNITA, sont les principales responsables de l'aggravation de la guerre civile en Angola. Elles coûtent cher à ce pays déjà saigné par la guerre d'oppression coloniale. Elles sont lourdes d'une menace d'éclatement du pays.

L'Afrique est sans doute le continent qui a payé le plus lourd tribut à l'impérialisme. Il continue encore à payer.

Travailleurs des pays impérialistes, ce qui se passe en Afrique nous concerne. Nous avons une responsabilité particulière à l'égard de tous les pays que nos exploiteurs capitalistes pillent, ruinent et plongent dans la souffrance. Car c'est de nous en dernier ressort qu'il dépend que ces crimes cessent. Mettre fin à notre propre exploitation, c'est mettre fin à la domination du capital sur tous les exploités, sur tous les opprimés, y compris ceux qui se trouvent à des milliers de kilomètres des métropoles impérialistes.



Soldat portugais en faction devant une raffinerie Jusqu'au 11 novembre, c'est l'armee portugaise qui est la gardienne des intérêts impérialistes en Angola.
(ph. Mularoni-Fotolib)

## Un pays partagé entre les trusts

Si l'Angola demeure pour l'essentiel un pays dont la population vit dans son écrasante majorité d'une agriculture primitive, c'est un pays capitaliste, dominé pour l'essentiel par des capitaux étrangers. Ces capitaux étrangers ne dominent pas seulement l'extraction minière, le commerce et la faible industrie ; ils sont largement représentés dans l'agriculture où, à côté des formes précapitalistes, existent également de grandes plantations de café, de coton, de tabac, cultivées de façon industrielle. Ces plantations sont aux mains de grands colons ou de sociétés par actions. C'est ainsi par exemple que la société Companhia Angolana de Agricultura possède à elle seule 60.000 hectares et exploite 11.000 ouvriers.

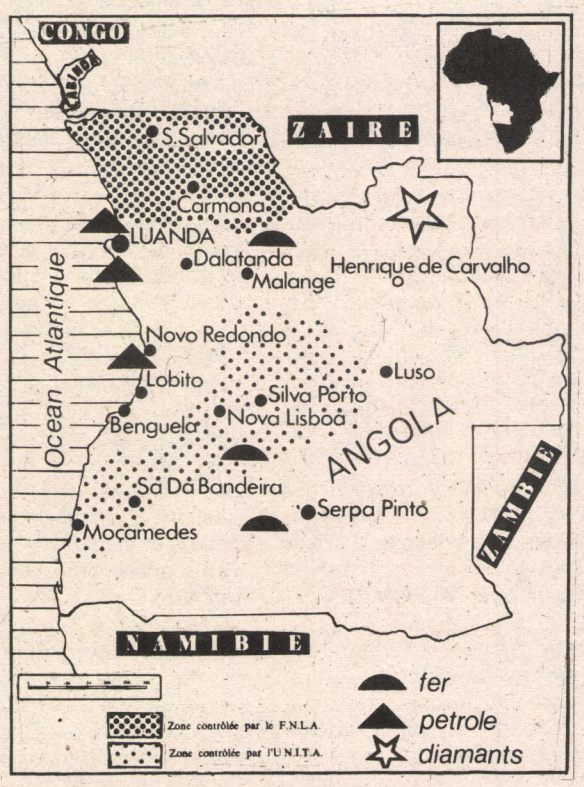
Comme dans toutes les autres colonies, la faible bourgeoisie portugaise était surtout occupée à tirer le maximum de profit du monopole du commerce que lui assurait la domination coloniale. Néanmoins, de toutes les colonies portugaises, l'Angola était celle où le grand capital portugais était le plus présent, y compris dans d'autres secteurs que le commerce. La demi-douzaine de grands groupes (Borges et Irmão, Champalimaud, Espirito Santo) en partie nationalisés qui dominent l'économie portugaise ont tous de larges sphères d'activité en Angola, essentiellement dans l'agriculture industrielle, parfois seuls, mais bien plus souvent en association avec des capitaux anglais et sud-africains.

Mais les capitaux portugais n'étant pas de taille à exploiter les richesses minières d'Angola, l'Etat colonial avait ouvert ses portes aux capitaux de puissances impérialistes. Si la chose n'est pas nouvelle — la compagnie anglo-sud-africaine DIAMANG monopolise l'extraction du diamant depuis 1920 — c'est depuis une quinzaine d'années que le mouvement a pris une ampleur véritable.

Aujourd'hui, toutes les puissances impérialistes sont intéressées sous une forme ou sous une autre par l'exploitation du sous-sol de l'Angola, avec cependant une nette prépondérance pour les capitaux américains.

Dans le pétrole dominent les sociétés américaines, (Gulf Oil en particulier) ou belge (Pétrofina) avec cependant la présence de Elf-Erap ou encore des pétroliers sud-africains. Le minerai de fer est extrait par la Companhia de Lobito, qui appartient, au groupe allemand Krupp, et par la Companhia de Manganes de Angola, qui dépend du trust américain Bethlehem Steel. Le diamant est l'affaire du DIAMANG déjà mentionné, appartenant majoritairement au trust sud-africain De Beers, mais où participent également la Banque Morgan et la Société Générale de Belgique. Des capitaux allemands sont présents dans le sisal, des capitaux japonais dans l'extraction de richesses minières diverses (zinc, cuivre, etc.).

Immense gâteau déjà partagé mais où il y a encore bien des choses à partager. On comprend pourquoi toutes les puissances impérialistes s'intéressent si fort à l'avenir de l'Angola...




### Quelques données sur l'Angola

**D'une superficie de 1.246.700 km2, l'Angola est le cinquième pays d'Afrique par sa superficie. Il compte 6 millions d'habitants environ, dont 600.000 Blancs, du moins avant que ces derniers commencent à quitter massivement le pays. Plus de 90 % de la population vit en dehors des villes, parmi lesquelles la principale est Luanda, la capitale, avec un demi-million d'habitants.**

**Le sous-sol est extrêmement riche : on y trouve du pétrole, du diamant, du fer. L'exploitation en est monopolisée par des trusts impérialistes. La culture du café, dont l'Angola est le troisième producteur mondial et qui est le principal produit d'exportation du pays, est le fait de grandes plantations industrielles, propriété en partie de colons, en partie encore de grandes sociétés par actions, pour la plupart portugaises.**

dossier

# ANGOLA... ANGOLA...

# VERS LA PARTITION

## brève chronologie d'une longue lutte pour l'indépendance

**1920 :**
A Lisbonne se crée la Liga Africana, première organisation angolaise, branche du mouvement panafricain.

**1953 :**
Fondation du premier parti nationaliste, le Parti de la Lutte Unie des Africains de l'Angola (PLUA).

**1954 :**
Fondation de l'Union des Peuples du Nord de l'Angola (UPNA), qui militait à l'origine en direction de la seule population bakongo du Nord de l'Angola et pour le rétablissement de l'ancien royaume du Kongo, dont Roberto Holden, actuel dirigeant du FNLA prendra la direction.

**1956 :**
Création du MPLA, résultant de la fusion du PLUA et d'autres organisations nationalistes. Il se place dès le début sur le terrain du nationalisme angolais.

**1958 :**
L'UPNA devient l'Union des Populations d'Angola (UPA) et abandonne officiellement le tribalisme bakongo au profit du nationalisme angolais.

**1959 :**
Le gouvernement colonial, inquiet du commencement d'agitation politique parmi les intellectuels dits « assimilés » (du fait des activités du MPLA) et parmi les notables bakongo (du fait de l'UPA) réagit. Des troupes sont envoyées en Angola. Des arrestations massives sont opérées, qui conduisent à l'incarcération de la plupart des dirigeants du MPLA.

**1960 :**
Les arrestations se multiplient. C'est le tour entre autres, de Agostinho Neto, principal dirigeant du MPLA. Vingt nationalistes sont fusillés dans la cour de la prison de Luanda.

**FEVRIER 1961 :**
Révolte populaire à Luanda. La population africaine de la capitale attaque la prison de Luanda pour libérer les prisonniers. Les affrontements durent pendant près de deux semaines. Le gouverneur, pris de panique, quitte la ville. Mais la répression est organisée, à la fois par l'intermédiaire des forces militaires et par des milices de Blancs racistes organisées sur le champ, qui se livrent à des massacres. On parle de deux mille « disparus ». Les prisons sont pleines à craquer. Mais la guerre d'émancipation nationale est désormais commencée.

**MARS 1961 :**
Vague d'attentats et d'attaques contre les plantations tenues par des Européens dans le Nord. Elle se fait sous l'égide de l'UPA.

**1962 :**
L'UPA fusionne avec une autre organisation pour donner naissance au FNLA. Son dirigeant, Roberto Holden, crée un gouvernement provisoire en exil, qui sera pendant quelques années reconnu par l'Organisation de l'Unité Africaine.

**1964 :**
Le gouvernement du Zaïre (alors Congo Kinshasa) qui servait de base de regroupement aux organisations nationalistes angolaises, choisit définitivement de soutenir le FNLA. Ce soutien s'est particulièrement renforcé sous Mobutu, lié d'ailleurs à Holden par des liens familiaux. Le MPLA est obligé de quitter le Zaïre et se réfugie au Congo-Brazzaville.

**1966 :**
Jonas Savimbi, « ministre des Affaires étrangères » du FNLA. quitte cette organisation pour fonder l'UNITA.

**1968 :**
La guerre se mène sur trois fronts dans le pays. D'après un communiqué portugais, neuf des quinze districts du pays sont touchés par la lutte armée.

**1969 :**
Grande offensive de l'armée portugaise pour réduire la guerilla. Utilisation de l'aviation, du napalm. Massacres à grande échelles. Regroupement forcé des populations dans des sortes « d'hameaux stratégiques». La guérilla recule, mais n'est pas vaincue.

**1974 :**
Tirant la conclusion de l'échec de l'armée portugaise dans les colonies, une conjuration d'officiers renverse le dictateur du Portugal Caetano. Les pourparlers s'engagent avec les organisations nationalistes.

**10 SEPTEMBRE 1974 :**
La Guinée-Bissau, autre colonie portugaise en Afrique, devient officiellement indépendante.

**25 JUIN 1975 :**
Indépendance du Mozambique, puis, le 5 juillet, des Iles de Cap-Vert.

**11 NOVEMBRE 1975 :**
Date prévue de l'indépendance de l'Angola.

**MEME si rien ne permet d'affirmer avec certitude que l'impérialisme a choisi dès aujourd'hui de jouer la carte de la partition de l'Angola en deux ou plusieurs Etats, le simple fait qu'il manœuvre pour favoriser l'arrivée au pouvoir des organisations nationalistes qui lui sont favorables est déjà lourd de ce danger.**

**C'est précisément auprès des forces politiques angolaises les plus rétrogrades que l'impérialisme trouve le plus facilement des soutiens. Les organisations nationalistes comme le FNLA ou l'UNITA, qui ont accepté de lier leur destin politique à l'impérialisme s'appuient à l'intérieur du pays sur les aspirations ethniques, sur le tribalisme. Tout en aspirant à la direction de l'ensemble de l'Angola, le FNLA, par exemple, a exalté tout au long de son histoire politique le particularisme des Bakongos, ethnie occupant le nord du pays. L'UNITA, de son côté, s'est créé une assise dans la région d'où est originaire son leader, Jonas Savimbi, en exaltant les sentiments ethniques des Umbundus.**

**Mais le caractère ethnique des appuis dont disposent ces organisations limite leur audience précisément aux régions où ces ethnies sont majoritaires. Elles ne peuvent espérer conquérir le pouvoir qu'en disposant d'une nette supériorité militaire. Elles sont entièrement dépendantes de l'approvisionnement en armes par l'impérialisme. Ces forces nationalistes rétrogrades et l'impérialisme ont besoin l'un de l'autre.**

**Mais que se passera-t-il si le FNLA et l'UNITA tout en ne parvenant pas à l'emporter contre le MPLA, se retranchent solidement dans les régions où ils ont des sympathies ethniques ? Une partition de fait se dessine déjà sur le terrain. Elle peut se transformer en une partition durable, si l'impérialisme ne choisit pas finalement de composer alors avec le MPLA, et de lâcher ses alliés d'aujourd'hui.**

**De surcroît, le jeu politique de l'impérialisme — à supposer d'ailleurs que toutes les puissances impérialistes intéressées par les richesse de l'Angola jouent le même jeu — se complique par le jeu des trusts particuliers. La région de Cabinda, séparée du corps de l'Angola par le fleuve Congo et par un couloir zaïrois, est une des plus riches régions pétrolières d'Afrique. L'exploitation du pétrole est entièrement aux mains du puissant trust amér... cause, la tentation est grande ... un minuscule Etat « indépend... un Etat angolais unifié. A plus ... n'est pas capable de mainten... d'ailleurs, au moment même où ... mençait à s'orienter vers la d... organisations réclamant l'indép... leur apparition.**

**En menant une politique ... jouant les unes contre les au... toutes, le colonialisme portugais ... ment de matériaux pour faire é... impérialistes ont mis le feu aux ...**

**L'unité de l'Angola serait ... même que telle soit la volonté ... si telle était sa volonté expres... sation populaire, capable de b... ques, pourrait empêcher l'éclat...**

### LA CHINE ET L'ANGOLA

**Ce n'est pas seulement les Etats-Unis, directement ou par Zaïre interposé, qui soutiennent le FNLA ; la Chine prend également fait et cause pour cette organisation et dénonce l'inféodation du MPLA au « révisionnisme soviétique ». A ce qu'il paraît, ce sont même essentiellement des instructeurs chinois qui entraînent les troupes du FNLA. Ils y côtoient des officiers zaïriens de Mobutu et des mercenaires en rupture de ban avec l'armée portugaise.**

**Il est vrai que ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis et la Chine se retrouvent côte à côte en matière de politique internationale. Toujours est-il que des officiers chinois forment les soldats d'une troupe qui se bat pour mettre un gouvernement pro-américain à la tête de l'Angola.**

## Une année d...

Si le Portugal a tergiversé pendant plusieurs mois, même après le renversement de Caetano, avant de reconnaître l'indépendance de ses anciennes colonies, c'est dans le cas de l'Angola que ces tergiversations ont été les plus marquées. C'est en Angola que l'enjeu était le plus important et, par ailleurs, la division des organisations nationalistes y donnait au Portugal des possibilités de manœuvre supérieures.

Dans un premier temps, Spinola avançait un projet de « décolonisation graduelle », commençant par un cessez-le-feu, par la préparation d'un referendum, avec la perspective de créer une fédération lusitano-angolaise, par la formation d'un gouvernement de coalition intégrant non seulement les organisations nationalistes qui ont mené la lutte, mais également les organisations représentant la bourgeoisie coloniale et les regroupements plus ou moins importants parmi les colons blancs.

Mais les espoirs ouverts par le renversement de Caetano se sont traduits en Angola également par une accélération de la mobilisation populaire, en particulier à Luanda. Dès juin, cette mobilisation aboutit à des affrontements où l'armée portugaise tira, en faisant des dizaines de morts.

Le limogeage de Spinola au Portugal en septembre et la prise en mains du pouvoir par la fraction radicale du MFA facilitait l'abandon des projets de fédération et l'orientation vers la reconnaissance

## Les organisations nationalistes

**Trois ... minent ... militai...**

### LE MOUVEMENT POPULAIRE DE LIBERATION DE L'ANGOLA (MPLA)

*Il a été fondé en 1956, par des intellectuels pour la plupart « assimilés », modernistes et détachés des traditions tribales. Il s'est toujours placé sur le terrain du nationalisme angolais conséquent et de l'unité du pays, contre les divisions ethniques. Il tient un langage « progressiste », parle de pouvoir populaire mais reste extrêmement vague sur les transformations sociales auxquelles il affirme vouloir procéder après l'indépendance. Il bénéficie du soutien de l'URSS comme de la plupart des pays africains dits « progressistes » et se réclame du non-alignement.*

**Agostinho Neto, dirigeant du MPLA.** (ph. Pascal Pugin-Fotolib)

*A l'intérieur, son nationalisme militant lui vaut apparemment le soutien du petit peuple des villes, relativement détaché du tribalisme, ainsi que le soutien des paysans des régions hors de l'influence des ethnies sur lesquelles s'appuient le FNLA et l'UNITA.*

*Le MPLA se place entièrement sur le terrain d'un développement bourgeois de l'Angola. Pour l'instant, il ne se donne même pas la peine d'enrober son programme bourgeois dans un langage « socialiste », comme le font tant d'organisations similaires. Son principal dirigeant est Agostinho Neto.*

### L'UNION NATIONALE POUR L'INDEPENDANCE TOTALE DE L'ANGOLA (UNITA)

*créée en 1966 par un ancien dirigeant du FNLA, Jonas Savimbi. Elle avait mené des actions de guérilla dans le centre du pays. Pendant un certain temps, elle tenait un langage maoïsant et bénéficiait du soutien de la Chine. L'état-major portugais avait tenté pendant un certain temps de la jouer contre les deux autres organisations, jeu auquel elle semble s'être prêtée. Première à signer le cessez-le-feu avec l'armée portugaise en 1974, l'UNITA a tenté pendant un certain temps de s'assurer une position d'arbitre entre le MPLA et le FNLA. Depuis quelques mois, elle a opté pour l'alliance avec le FNLA avec lequel elle est engagée dans des opérations militaires communes contre le MPLA.*

**Jonas Savimbi, dirigeant de l'UNITA.** (ph. AFP)

# ANGOLA... ANGOLA... ANGOLA...

?

ain Gulf Oil. En tout état de pour ce trust d'avoir affaire à nt » de Cabinda, plutôt qu'à forte raison, si l'Etat central r l'ordre. Comme par hasard le colonialisme portugais com- écolonisation de l'Angola, des endance du Cabinda ont fait

de division entre ethnies, en tres pour mieux les opprimer avait déjà accumulé suffisam- clater l'Angola. Les puissances poudres.

déjà gravement menacée sans expresse de l'impérialisme. Et e, seule une puissante mobili- riser les particularismes ethni- ement du pays.

## e transition

de l'indépendance de l'Angola. Il n'était cependant pas plus question pour le MFA que pour Spinola d'accorder l'indépendance immédiate à l'Angola et d'en soumettre les modalités à la décision de la population angolaise. Le MFA continuait, comme Spinola, à négocier en secret avec les organisations nationalistes, derrière le dos des peuples angolais comme portugais.

Ces tractations secrètes ont abouti à une « réconciliation » spectaculaire des trois principaux mouvements nationalistes rivaux et à la réalisation d'une plate-forme pour gouverner ensemble, signée le 6 janvier 1975 à Mombasa, au Kenya.

Enfin le 15 janvier, les mêmes trois mouvements nationalistes et le Portugal signaient un accord à Alvor fixant la date de l'indépendance au 11 novembre 1975. L'accord d'Alvor prévoyait la mise en place d'un gouvernement de transition comprenant des représentants des trois mouvements nationalistes et ceux du Portugal pour administrer le pays jusqu'au 11 novembre.

En fait, ce gouvernement de coalition, installé le 31 janvier, ne vécut pas longtemps. Dès mars, les affrontements entre les forces militaires des trois organisations prenaient une tournure sanglante à Luanda, siège du gouvernement transitoire.

Périodiquement, des conférences de « dernière chance » réunissaient sous l'égide de pays africains neutres les dirigeants des trois mouvements. La dernière en date, tenue à Nakuru au Kenya le 16 juin dernier, prévoyait d'une part le désarmement de la population civile — ce qui montre qu'il y a au moins un point sur lequel les trois mouvements sont d'accord, c'est la crainte de l'armement de la population — d'autre part la fusion des trois forces militaires dans une seule armée. Accord mort-né, et il ne pouvait en être autrement : chacune des organisations avait des raisons de se méfier des deux autres et donc de ne pas abandonner son indépendance militaire.

En juillet, de nouveaux affrontements à Luanda aboutissent à l'enterrement définitif des accords d'Alvor. Les troupes du FNLA puis de l'UNITA sont chassées de Luanda par celles du MPLA appuyées, semble-t-il, par la population de la capitale. Ces deux organisations quittent le gouvernement de transition et rejoignent leurs bases respectives : le FNLA dans le nord du pays et l'UNITA dans le centre.

Le FNLA, largement appuyé par le Zaïre et par les colons blancs, encadré par des officiers de droite issus de l'armée portugaise, lança aussitôt une offensive contre Luanda. Au sud, avec du retard, l'UNITA s'est engagé également dans l'action militaire contre le MPLA. Cette action semble être appuyée par des troupes sud-africaines, présentes officiellement dans le sud de l'Angola pour protéger des barrages dont la production électrique dessert des régions sous domination sud-africaine.

L'offensive a pris une grande ampleur depuis le 23 octobre. De toute évidence, le FNLA et l'UNITA tentent de prendre Luanda avant la date de l'indépendance ou, du moins, d'améliorer les rapports de forces sur le terrain. Est-ce dans la perspective d'une nouvelle — et de toute façon éphémère — tentative de coalition ? Est-ce pour être en meilleure position de proclamer un « contre-gouvernement », au cas où le MPLA formerait, seul, un gouvernement le jour de proclamation de l'indépendance ? Est-ce pour déclarer tout de suite la partition de l'Angola, partition sur laquelle l'UNITA et le FNLA se seraient secrètement mis d'accord d'après certaines informations ? Le proche avenir le dira.

Réunion publique organisée par le MPLA dans un village de l'enclave de Cabinda. A côté : entraînement des pionniers du MPLA. (ph. Pugin-Fotolib)

### organisations nationalistes do- la scène politique et aussi e en Angola

*Son implantation est limitée à une seule ethnie.*

**LE FRONT NATIONAL DE LIBERATION DE L'ANGOLA (FNLA)**

*existe sous ce nom depuis 1962, mais il a été fondé bien antérieurement à partir d'une organisation créée sur une base ethnique. Sa principale force vient de son implantation dans l'ethnie bakongo, dont une partie vit sous administration zaïroise.*

*Ce dernier fait lui permet d'avoir une base de recrutement permanent au Zaïre où il bénéficie par ailleurs du soutien du gouvernement de Mobutu. Son principal dirigeant, Roberto Holden est un anticommuniste proclamé et bénéficie du soutien des Etats-Unis. Les organisations des colons blancs se sont prononcée pour la plupart pour l'accession du FNLA dans le cadre de l'Angola indépendant.*

## La classe ouvrière de l'Angola devant l'indépendance

**EN Angola, comme dans les pays sous-développés en général, la classe ouvrière n'est pas numériquement très forte. Néanmoins, l'accélération des investissement miniers des groupes impérialistes et le développement parallèle des activités de construction, de transport, du textile, a transformé en ouvriers un grand nombre d'hommes fuyant la misère des campagnes ou les travaux forcés qui y étaient en vigueur.**

**La classe ouvrière se fond d'ailleurs dans la masse plus considérable des pauvres des villes, vivant de travaux occasionnels et sans qualification. Dans la seule ville de Luanda, 400 000 travailleurs ou chômeurs peuplent les bidonvilles, les « museque ». C'est d'ailleurs une insurrection de ces « museque » qui, en 1961, lança en quelque sorte le signal de la lutte pour l'indépendance nationale.**

**La classe ouvrière a mené des luttes importantes sous la domination portugaise, notamment une grande grève en septembre 1973 à Luanda.**

**Elle en a mené d'autres, depuis la mise en place du gouvernement de transition.**

**Aucune des organisations nationalistes ne s'adresse évidemment à la classe ouvrière en tant que telle.**

**C'est le MPLA qui semble avoir de l'audience parmi les travailleurs comme parmi les chômeurs de Luanda. Mais sa politique consiste à utiliser cette audience pour empêcher le développement de toute conscience de classe, au nom de « l'unité nationale », formule consacrée pour masquer l'enrôlement de la classe ouvrière derrière cette organisation petite bourgeoise aux objectifs bourgeois qu'est le MPLA.**

**Le vide créé par l'écroulement de l'Etat colonial et la consolidation encore insuffisante du nouveau pouvoir étatique de l'Angola indépendant ouvrent pourtant devant les travailleurs angolais des possibilités d'organisation.**

**Il serait indispensable d'utiliser ses possibilités car le nouveau pouvoir, une fois consolidé, même sous l'égide du MPLA, se retournera inévitablement contre la classe ouvrière et l'ensemble de la population laborieuse.**

**Une politique révolutionnaire en Angola chercherait à favoriser toutes les formes d'organisation autonome de la classe ouvrière ; elle proposerait comme objectif immédiat la création et le renforcement de syndicats démocratiques, la multiplication des comités de quartier qui ont commencé à surgir dans les « museque ».**

**Pour défendre Luanda contre l'approche menaçante des forces militaires du FNLA, le MPLA cherche à s'appuyer sur les travailleurs et sur le petit peuple de la capitale. Les travailleurs ne doivent pas rester neutres dans un affrontement entre le MPLA et les forces qui ont accepté de servir ouvertement l'impérialisme. Mais tout en accordant leur soutien au MPLA, ils doivent organiser leurs propres milices, sous le contrôle de leurs propres comités.**

**Le MPLA ne représente pas les travailleurs. La classe ouvrière doit s'organiser en tant que telle et se donner les moyens de défendre ses propres intérêts. En collaboration avec le MPLA tant que celui-ci va dans le sens des aspirations des travailleurs. En se donnant cependant la possibilité de se séparer du MPLA dès qu'il va à l'encontre de ses aspirations.**

**S'il y a une chance pour que la guerre d'émancipation suivie de la guerre civile débouche sur autre chose que sur un Etat bourgeois, comme partout ailleurs en Afrique, ce n'est pas par une quelconque radicalisation du MPLA, mais par la prise de conscience par la classe ouvrière de ses intérêts et de ses possibilités en tant que classe.**

# Au CHR de LILLE

# le personnel dénonce la grande misère de l'hôpital

*Le mercredi 29 octobre, le syndicat CGT du CHR de Lille organisait une conférence de presse.*

*Notons que la présence de* Lutte Ouvrière *n'eut pas l'air de plaire beaucoup au secrétaire de la section CGT, qui prit le parti de tourner la tête et d'ignorer les questions de notre correspondant !*

*Mais il n'était pas le seul à parler. Des infirmières, des aides-soignantes, des brancardiers et des ASH étaient là aussi, manifestement heureux de pouvoir enfin rompre le silence qui cache la grande misère des hôpitaux.*

*C'est ainsi qu'on parla des licenciements déguisés des intérimaires* (« On manque déjà de personnel, et la direction en licencie encore ! »), *de l'état de dégradation de certains services, de toutes les petites brimades et vexations de tous les jours.*

*Une femme, à deux ans de la retraite, après 14 ans de présence dans son service, vint expliquer sa mutation par le rapport d'une infirmière-major à qui elle n'avait pas le bonheur de plaire. En effet, il a fallu quatorze ans pour que l'on se rende compte qu'elle était, paraît-il, « impolie avec les médecins ».*

*Tout le personnel présent avait pris sur le temps de son repas pour venir raconter tout cela. A 14 heures, il fallait reprendre le travail. Mais juste avant, un agent des services hospitaliers et trois infirmières enmmenèrent les correspondants de* Liberté *et de* Lutte Ouvrière *dans les services. Cette visite commentée permit de voir ce que le CHR n'avait sûrement pas envie de montrer : 14 malades dans une rotonde réservée à l'administration. Ils sont là car il n'y a plus assez de place dans les salles. Une salle de garde d'un mètre sur cinq pour le personnel. Pas de peinture sur les murs, des couchettes pour certains malades, là où il n'y a plus assez de lits, etc.*

*Autant de choses qui remettent à leur juste place les discours de madame Veil sur « l'humanisation des hôpitaux ».*

Correspondant LO.

CET D'ATHIS-MONS

# Pas de quoi acheter du mazout

**Le lundi 27 octobre, les professeurs du CET et du lycée technique d'Athis-Mons n'assuraient plus les cours et les élèves étaient mis en vacances un jour plus tôt que prévu. Il n'y avait plus de mazout pour chauffer les anciens bâtiments et il n'y avait plus d'argent pour en acheter. De plus le CET a déjà 49 millions de dettes et de nombreuses sections n'ont presque plus de matériel. Cela parce qu'il s'agit d'un CET intercommunal et que l'Etat, qui devait le prendre en charge depuis plusieurs années, ne se presse pas de le faire.**

**L'administration décidait de marquer le coup et fermait l'établissement. Un télégramme était envoyé au préfet l'informant que le CET serait fermé à nouveau si les crédits n'étaient pas débloqués rapidement.**

**Lundi 3 novembre, le mazout était livré. Les pouvoirs publics ont préféré reculer au moins partiellement plutôt que de dévoiler davantage leur incurie.**

CET AUTO A BRON (Rhône)

# On risque sa vie

**A l'atelier mécanique du CET de l'Automobile à Bron (banlieue de Lyon), un pont élévateur est tombé à quelques centimètres d'un groupe d'élèves et d'un professeur. Par chance, personne n'a été blessé.**

**Aussitôt « Ceux du Technique » a dénoncé le manque de sécurité dans les ateliers. Une dizaine de collégiens ont fait circuler une pétition réclamant une visite complète des ateliers par des inspecteurs compétents, la réparation immédiate de tous les ponts défectueux, ainsi que la mise en place d'un système de sécurité efficace. Cette pétition a recueilli près de 200 signatures. C'est un succès ! Mais qui n'a pas été apprécié par tout le monde et notamment par le directeur du CET qui a réuni tous les élèves pour leur dire qu'il ne voulait plus voir de tracts « Ceux du Technique » et que, de toute façon, tout allait bien, qu'il n'y avait plus de problèmes de sécurité !**

**Tout cela agrémenté de propos racistes tels que :** « Ce sont les étrangers ici qui mettent la pagaille et qui prennent la place des Français », **parce que plusieurs collégiens immigrés avaient osé prendre la parole à propos de la sécurité.**

**Les élèves sont déterminés à dénoncer à la fois l'insécurité dans leur établissement et les propos racistes du directeur.**

Correspondant « Ceux du Technique ».

**Collégien de l'enseignement technique, jeune travailleur, jeune chômeur,**
**ton journal :**
**« CEUX DU TECHNIQUE »**
**édité par LUTTE OUVRIERE, prix 0,50 F.**

- **Des informations sur les CET à travers tout le pays ;**
- **Des jeunes travailleurs dénoncent l'exploitation dont ils sont victimes ;**
- **Des jeunes chômeurs racontent leurs difficultés pour trouver du travail.**

**Pour te le procurer, demande-le auprès des militants de LUTTE OUVRIERE ou CEUX DU TECHNIQUE, ou écris à notre journal.**

# CHEQUES POSTAUX ORLEANS-LA SOURCE

# les PTT se «préoccupent» de la santé du personnel

*A La Source-Chèques, l'administration a décidé d'enquêter systématiquement sur nos congés maladie. La direction régionale a envoyé des circulaires aux chefs de Centre à ce sujet, leur conseillant même d'éviter les « méthodes inquisitoires » et de faire intervenir plutôt les cadres et les surveillantes par le biais des « relations humaines », autrement dit de nous tirer les vers du nez dans des conversations anodines.*

*Lors d'une délégation syndicale de protestation, un directeur a commencé par nier ces enquêtes. Malheureusement pour lui, les délégués avaient avec eux un exemplaire des imprimés qui circulaient déjà au service des dossiers sur lesquels il suffisait de cocher la maladie correspondant aux arrêts de travail. De plus, comme l'un des chefs de Centre (qui avait visiblement des comptes à régler avec son directeur) n'a pas hésité à montrer carrément aux délégués les circulaires de l'administration, avec tous les détails sur la manière d'enquêter, il devenait difficile de nier !*

*L'administration a alors fait valoir que si elle était mieux renseignée sur les raisons de nos arrêts, elle pourrait peut-être éviter à certaines employées la suppression de la prime de rendement (prime annuelle de 300 F environ, qui saute après 30 jours d'arrêt de travail). Belle hypocrisie !*

*En réalité, elle veut mettre en place peu à peu un système de contrôle plus strict, pour éviter les soi-disant «abus», à savoir les jours de repos que nous sommes bien obligées de prendre, pour fatigue nerveuse surtout, à cause de nos conditions de travail.*

*Des méthodes policières contre la fatigue, voilà ce qu'ont trouvé les PTT.*

Correspondant LO.

# Les animateurs de centres de loisirs obligés de manifester pour être payés

Dans les écoles, les animateurs s'occupent des enfants à la cantine, des garderies du mercredi et de celles des petites vacances.

Lundi 3 novembre, à l'appel de la CFDT, c'est à plus de soixante que nous avons occupé les bureaux de la direction des Affaires scolaires de Paris. Nous exigions de meilleures conditions de travail (elles sont déplorables, et les seuls locaux à notre disposition sont les préaux et les cours d'écoles). Nous réclamions également le paiement de notre salaire en fin de mois. Car non contente de nous payer le 18 du mois suivant, l'administration avait décidé que, pour « simplifier », nous serions payés avec un mois et demi de retard !

Un problème administratif facile à résoudre ? Il aura pourtant fallu toute notre détermination et un après-midi d'occupation pour faire céder les administrateurs sur l'un des points : nous serons payés le 10 du mois suivant les services.

Ça ne fait pas tout à fait le compte mais, en partant, tout le monde avait le moral, se disait qu'on avait gagné et que pour le reste on reviendrait.

# LA LOI ANTI-CASSEURS CONTINUE DE FRAPPER LES AGRICULTEURS

Le 31 octobre à Morlaix, huit paysans étaient condamnés en vertu de la loi anti-casseur pour leur participation aux manifestations de juillet 1974 devant la préfecture de Morlaix et le centre des impôts. Le tribunal prononçait des peines allant de 3 à 8 mois de prison avec sursis et leur réclamait solidairement 65 000 F nouveaux de dommages et intérêts à verser au Trésor public, pour « déprédation de bâtiments publics ». Ces huit condamnations faisaient suite à celles prononcées le 3 octobre dernier, également à Morlaix, également en vertu de la loi anti-casseur et également contre des agriculteurs — quinze d'entre eux — ayant participé aux manifestations de juillet 1974. Enfin, toujours pour la même raison et toujours en vertu de la même loi, huit autres cultivateurs passeront devant le tribunal de grande instance de Brest pour avoir, lors des manifestations, perturbé la circulation du train Paris-Brest et coupé un fil téléphonique. La liste des agriculteurs condamnés pour avoir manifesté leur mécontentement et leur refus de faire les frais de la politique agricole gouvernementale s'allonge donc de façon inquiétante.

C'est la réponse du gouvernement au mécontentement paysan : une façon infaillible de l'accroître et de provoquer de nouveaux remous.

# dans les entreprises

## Lyon Vénissieux :

# les travailleurs de Berliet face au chômage

**Au Comité central d'entreprise du 28 octobre, la direction a annoncé quatre nouveaux jours chômés, qui viennent s'ajouter aux dix déjà subis depuis le début de l'année. Le mois précédent, elle annonçait le licenciement de 710 travailleurs âgés de 60 ans et plus et elle procédait au licenciement individuel de 470 personnes soit par non-renouvellement des contrats des travailleurs immigrés, soit pour des motifs tels que le retour de vacances avec un jour de retard. Cela venait s'ajouter à la suppression de l'emploi de 810 intérimaires depuis le début de l'année. Tout cela parce qu'il y a trop de camions et que les stocks ne s'écoulent pas.**

**Pour faire passer la pilule, la direction accordait, le 29 octobre : l'indemnisation à 60 % des jours chômés avec un mini de 60 F, alors qu'avant, la compensation était de 60 F ou 50 F pour un vendredi ; la réduction d'une demi-heure du temps de travail payée, à partir du 1er décembre ; 1 % d'augmentation générale au 1er novembre.**

**Mais cela ne réglera pas le problème du chômage et le personnel en a assez de subir les conséquences de la crise. D'autant plus que la production est restée la même que l'an dernier, avec moins de jours travaillés et moins de personnel. Sur certaines lignes de montage, à CD1 (montage camions), les cadences ont pratiquement doublé, passant de 14 châssis par jour à 26.**

**Le mécontentement commence à s'exprimer. Depuis quinze jours, les ouvriers de CD1 ont entamé des mouvements de grève. Ils refusent l'augmentation des cadences et demandent le paiement à 100 % des jours chômés. Dans d'autres ateliers, et chez les ETDA, des délégations et pétitions ont eu lieu et les discussions vont bon train sur la riposte à opposer à Berliet.**

**L'usine n'a pas connu de mouvement réel depuis trois ans. L'automne 1975 verra-t-il des cortèges de travailleurs scandant** « Trois ans déjà, coucou nous revoilà ! » ?

Correspondant LO.

En février 1975, les travailleurs de Berliet durant un débrayage. Face à la crise, le sentiment de la nécessité d'une riposte ouvrière grandit dans l'usine.

## Rennes :

# chômage partiel à Eternit

Depuis décembre 1974, la direction de l'usine Eternit de Rennes a imposé aux ouvriers neuf semaines de chômage, dont deux pour le seul mois d'octobre. Pendant ce temps, la production est restée sensiblement la même. Malgré les tentatives des syndicats, les travailleurs n'ont pas réagi tout de suite, appréhendant des licenciements ; certains même apprécient ces « vacances » qui leur permettent de travailler chez eux, à la ferme, ou de trouver un petit travail qui arrondit leur salaire plus que d'ordinaire.

Cependant, la majorité des travailleurs commencent à ressentir durement la baisse de leur salaire : ils perdent en effet près de 300 F par semaine chômée. Et, à l'occasion de la venue des directeurs des autres usines, le 3 octobre, ils ont pour la première fois débrayé et manifesté devant les bureaux de la direction. Celle-ci repoussa toute réponse jusqu'à la commission paritaire à Paris où elle se contenta d'offrir 4 % d'augmentation échelonnés jusqu'en mars 1976. Aussi, à l'initiative de la CGT, les syndicats appelèrent tous ceux qui devaient chômer à partir du lundi 20 octobre « à venir travailler » ce jour-là. Malgré les tentatives d'intimidation de la direction pendant la semaine passée, une centaine de chômeurs se sont présentés devant l'usine le lundi matin. Après quelques hésitations — la direction avait fait venir un huissier pour constat — ils ont pénétré dans l'enceinte de l'usine parce qu'après tout « **Eternit, c'est chez nous** ». Ils ont manifesté et obtenu une entrevue de la direction qui envisagerait de supprimer la semaine chômée de novembre. Mais les travailleurs ont décidé de continuer à se rencontrer et de rester mobilisés. C'est ainsi qu'à une bonne trentaine, le mercredi suivant, ils ont décidé d'organiser une manifestation à la préfecture et de demander audience au préfet. Ils n'entendent pas se laisser faire et continuer à faire les frais de la crise.

**Correspondant LO**

# Sacilor : chômage et cadences

A Sacilor, les mesures de chômage partiel sont entrées en application (nous chômons à tour de rôle une semaine par mois, ce qui entraîne une perte de salaire de 300 F environ), mais cela n'empêche pas que, dans certains secteurs, la production bat son plein.

Au laminoir de Rombas, par exemple, il y a des commandes à n'en plus finir et, certains jours, on nous déplace d'un train à l'autre sans nous laisser le temps de souffler. La direction profite de la crainte des licenciements (2.000 suppressions d'emplois sont prévues pour la sidérurgie lorraine). Pour resserrer la discipline, des chefs qui ne savent pas manier une tenaille se permettent de traiter de tous les noms des travailleurs qui ont quinze ou vingt ans d'expérience et de leur répéter qu'ils sont bien payés pour le travail qu'ils font.

## A LA RNUR BILLANCOURT

# des professionnels de l'entretien s'opposent à un licenciement

● *Depuis le milieu de la dernière semaine d'octobre ça barde au département 54. Un travailleur est licencié, mais malgré les huissiers, les gardiens et les grands chefs les travailleurs du 54 refusent le licenciement de ce camarade.*

*Vendredi 31 octobre et lundi 3 novembre au matin, c'est encadré de ses camarades qu'il est venu à l'atelier, bien que les gardiens aient voulu s'opposer à son entrée dans l'usine.*

*Le prétexte à son licenciement : manque d'assiduité, manque de rapidité. En fait, au 54, une partie de la maîtrise essaie de mettre à la porte ceux qui ne se laissent pas faire et qui n'ont pas peur de défendre leurs idées.*

*Eh bien cela, au département 54, nous n'en voulons pas. Au 54 comme ailleurs, les travailleurs doivent pouvoir penser ce qu'ils veulent. Nous sommes assez grands pour refuser les pions et les adjudants. A travers ce licenciement, nous sommes tous visés. Ce qui arrive à ce camarade peut arriver à n'importe qui. La direction est surprise par notre solidarité. Profitons-en. Il n'est pas question de lui permettre de licencier ce camarade.*

*Au 54 la direction doit rester sur un échec.*

(D'après le bulletin Lutte Ouvrière-RNUR du département 54).

# Accidents du travail

**MERCREDI 29 OCTOBRE**

**Un container de produits chimiques a explosé alors que des travailleurs de la laiterie industrielle Vivalp l'enfouissaient dans un terrain vague voisin de la laiterie. Deux des ouvriers ont été criblés d'éclats et deux autres ont été projetés au sol par le souffle de la déflagration. Un ouvrier âgé de 36 ans a succombé peu après son admission à l'hôpital. Un autre, âgé de 15 ans, est gravement blessé.**

**JEUDI 30 OCTOBRE**

**Une ouvrière de 71 ans qui, malgré son âge, continuait à travailler dans un atelier de tissage, a été déchiquetée par un arbre de transmission après que sa robe ait été happée par un engrenage du métier à tisser.**

## Ardoisières d'Angers :

# Un nouvel accident mortel

**Roman Majewski a trouvé la mort le 29 octobre dernier à l'étage 169 du « puits 25 ».**

**Il était aux commandes d'un treuil. Il semble que le point d'ancrage d'un câble ait cédé. Des fragments de schiste ont été projetés et sont venus frapper le mineur au thorax, il en est mort peu après.**

**Le service des Mines fera bien entendu son enquête. Déjà la fatalité est invoquée par beaucoup ; mais dans le même puits, c'est le troisième mort en trois ans.**

**Alors, quelles que soient les circonstances précises de chaque accident, le total est en soi accusateur. C'est la sécurité qui est en cause aux Ardoisières d'Angers.**

# Menace de licenciement à la Saviem

## (Limoges)

La direction de la Saviem tente actuellement de licencier le secrétaire syndical CFDT de l'usine de Limoges. Le CE s'y est opposé par sept voix contre deux (la direction et la CGC). On attend maintenant la réponse de l'inspecteur du travail.

Que lui reproche la direction ? De ne pas faire sa production. Mais, déjà en juillet, il avait demandé sa mutation de poste, comme le prévoit la convention d'entreprise dans le cas d'un responsable syndical qui ne peut suivre les normes de production. Deux fois par le passé, la Saviem avait accepté de tels changements. Mais pour ce secrétaire, elle a refusé.

Plusieurs débrayages ont déjà eu lieu, largement suivis, notamment les premiers.

**Correspondant LO.**

# EN LUTTE

## Mercredi 29 octobre

**BLANCHISSERIES DE PANTIN :** Les 650 travailleurs poursuivent la grève pour l'annulation de cinq licenciements (dont celui d'un représentant syndical), l'amélioration des conditions de travail, la fixation d'un salaire minimum de 1.700 F pour 40 heures, la baisse des cadences.

**SOVIREL - Bagneux-sur-Loing :** Quelque 500 travailleurs de l'usine se sont rendus à Melun où ils ont manifesté devant la préfecture.

**RHONE-POULENC - Chalampé :** Le conflit est entré ce jour dans sa troisième semaine. Les grévistes (80 % des 1.500 salariés) réclament l'ouverture de négociations salariales et la suppression du chômage partiel.

## Jeudi 30 octobre

**MEUGELEC - Saint-Pierre-Montlimar Maine-et-Loire) :** La moitié des 926 employés se sont mis en grève illimitée pour appuyer leurs revendications de salaire.

**ETABLISSEMENT RICHARD-DUCROS - Alès :** Les travailleurs en grève depuis le 10 octobre (la majeure partie des 450 salariés) ont repris le travail ce jour. Ils ont obtenu une augmentation moyenne de 150 F par mois.

**PRISUNIC - Auvergne et Midi :** Dans le cadre d'une journée d'action décidée sur le plan régional à l'appel de la CGT, les employés de certains magasins du Puy-de-Dôme, du Gard et des Bouches-du-Rhône de la chaîne Prisunic ont cessé le travail. Ils réclament la fixation d'un salaire minimum de 1.700 F et la conclusion d'une convention collective nationale.

**ENTREPRISES DE CARENAGE BRESTOISES :** Sur les quatre en grève depuis mardi 28 octobre, et qui réunissent 535 employés, trois occupent depuis ce jour les locaux de travail. C'est pour obtenir un accord d'indemnisation des heures perdues plus avantageux que les mesures légales, et en raison également des mesures de chômage partiel qui pèsent sur le secteur de la réparation navale, que le mouvement de grève a été déclenché.

**POUTREX - Argentat (Corrèze) :** Les 260 salariés de cette fabrique d'huisseries métalliques, menacés de licenciement, ont repoussé au cours d'un vote les propositions du groupe Barbot, qui prévoient le réembauchage de 80 % du personnel, un système de pré-retraite étant envisagé pour les autres. Les grévistes continuent l'occupation de l'usine et de l'hôtel de ville d'Argentat.

**LEROY - Lisieux :** Reprise du travail après vingt jours de grève : la majorité des 850 salariés a accepté les dernières propositions patronales : une augmentation des salaires de 5 %, une prime annuelle de 160 à 190 F selon les catégories, et une autre exceptionnelle du même montant, qui devait être versée à la fin d'octobre.

## Vendredi 31 octobre

**AZUR - Vincennes :** Les 250 salariés poursuivent la grève avec occupation qu'ils ont entamée mardi 28 octobre pour protester contre le non-respect des lois sociales et de la convention collective en matière de congés payés ou de congés maternité. 80 % des salariés sont des travailleurs immigrés en grande partie d'origine portugaise.

**QUOTIDIEN « OUEST-FRANCE » :** Les travailleurs des ateliers d'expédition se sont mis en grève pour obtenir une revalorisation immédiate de leurs salaires.

**« SUD-OUEST » :** Le journal bordelais ne paraît pas ce jour en raison d'une grève de 24 heures dans le cadre de la semaine d'action organisée par le syndicat du Livre touchant l'ensemble des problèmes de l'imprimerie.

**SOTRACOMET - Maizières-les-Metz :** Les 424 salariés de l'entreprise poursuivent la grève entamée le 29 octobre pour s'opposer aux menaces de licenciements. En effet, depuis le 5 août, la société a déposé son bilan et, depuis le 8 septembre, elle a été mise en règlement judiciaire par le tribunal de Commerce de Paris.

## Samedi 1er novembre

**CARENEURS BRESTOIS :** Poursuite de la grève.

## Lundi 3 novembre

**« OUEST-FRANCE » :** Le quotidien n'est pas paru en raison de la poursuite de la grève des travailleurs des ateliers des expéditions.

# Dans les ent

## H.E.S. Moulins (Allier)

### GREVE AVEC OCCUPATION

Depuis le 9 octobre, les ouvriers de l'usine HES de Moulins, entreprise de machines-outils, occupent leur entreprise.

Une usine où les conditions de travail sont déplorables : plus de 200 accidents en un an pour un effectif de moins de 400 ouvriers, des salaires misérables allant de 1.410 à 2.230 F bruts, du manœuvre au P3. L'échec des discussions entre les syndicats et la direction nationale a déclenché le conflit. Les grévistes réclament 200 F pour tous, 2 % de rattrapage du pouvoir d'achat, une demi-heure de réduction d'horaire et un retour progressif aux 40 heures. L'usine de Moulins est la plus combative.

Jusqu'à présent, la direction a répondu par l'envoi d'huissiers, la tentative de regrouper les non-grévistes et de former avec les cadres un comité de défense des libertés qui prétendait avoir les mêmes revendications que les grévistes mais proposait sans rire la reprise du travail pour les faire aboutir. Le 23 octobre, treize délégués passaient au tribunal en référé à huis clos (par peur des réactions du public). Le tribunal décida l'évacuation de l'usine. Mais tout cela n'a pas émoussé la détermination des grévistes ; ceux-ci sont soutenus par les autres entreprises de la région qui, la veille du jugement, ont débrayé un matin et manifesté en ville.

Cette solidarité a certainement pesé dans le fait que le préfet n'a pas encore osé envoyer la police pour faire évacuer l'usine. Jeudi 30, un nouveau rassemblement avait lieu devant la préfecture. Le 6 novembre, le Comité central d'entreprise doit se réunir mais personne n'attend beaucoup de résultats de cette réunion. Les grévistes savent que leur grève risque d'être longue, mais pour l'instant ils sont déterminés à se battre. Pour eux, c'est la seule façon de s'en sortir.

Assemblée des grévistes d'Elis (Blanchisseries de Pantin). (ph. Pol Gornek)

Mardi 4 novembre, les ouvriers du Livre CGT ont organisé à Paris une manifestation motorisée qui s'est heurtée aux barrages de la police. Cela a entraîné un retard dans la confection de certains journaux. (ph. Pol Gornek)

## Ericsson-Colombes

### LES TRAVAILLEURS DE LA CANTINE LUTTENT ET GAGNENT

Chez Ericsson à Colombes, la société qui gère la cantine va changer pour la quatrième fois en trois ans.

A huit jours de son départ, le gérant actuel (la SODEXHO) apprend au personnel qu'il ne paiera pas les congés payés ni la prime de fin d'année (un demi-treizième mois). Le nouveau (la SHR) ne veut rien savoir : c'est la grève.

Deux heures plus tard, Ericsson s'engage à payer, quoi qu'il arrive. Le travail reprend. Le soir même, c'est la SHR qui s'engage à son tour à payer ce que doit son prédécesseur ! La SHR tient à ne pas laisser échapper ce marché important. Mais elle confirme en même temps qu'elle ne reprend à Colombes que 39 personnes sur 46. Les autres étant mutés ailleurs (à l'hôpital de Bondy par exemple).

La grève redémarre lundi matin pour que tous restent chez Ericsson.

Le directeur adjoint vient demander — supplier même — les grévistes de reprendre le travail avec de vagues promesses. Réaction des grévistes : « pas question », « on veut d'abord la réponse ». Il propose un vote à main levée en sa présence : « Non, on a déjà voté ».

Il repart bredouille et des centaines de consommateurs prennent d'assaut les bistrots alentour. Après une journée de grève la réponse arrive : *« Tout le monde restera sur place en attendant des offres de reclassement dans la région (Courbevoie, Asnières), sur la base du volontariat. »*

C'est une victoire due à l'action unie et résolue des travailleurs qui restent vigilants.

*Correspondant LO*

## Chèques-Postaux Paris-Montparnasse

### DEMI-DROIT DE GREVE POUR LES EMPLOYES DU CENTRE DE CALCUL

Les employés du centre de calcul qui travaillent sur ordinateur n'ont pas le droit de grève, ou du moins n'en ont dans les faits que la moitié.

Depuis plusieurs semaines ils veulent faire grève les samedis. Ils revendiquent essentiellement d'être en congé le samedi après-midi, alors qu'actuellement ils sont en service un samedi après-midi sur quatre.

Mais le centre de calcul est le service clé dans les Chèques. C'est de là que partent toutes les informations. Un débrayage dans ce secteur provoque à plus ou moins long terme des perturbations dans les autres services.

Aussi, à chaque préavis de grève (obligatoire dans les PTT), la direction réquisitionne tout simplement, à la veille du mouvement, 50 % du personnel des trois brigades en service.

Le premier samedi, la direction avait été « refaite » : elle avait bien essayé de réquisitionner le personnel chez lui, mais elle avait trouvé porte close. Et la grève avait été suivie à 100 %.

C'est pourquoi, les semaines suivantes, elle s'y est prise autrement : elle a désigné d'office, la veille, les employés qui ne feraient pas grève le lendemain. Des employés qui refusèrent de venir se sont vus sanctionnés.

Ainsi, grâce au double système du préavis et de la réquisition, le droit de grève est réduit à bien peu de choses pour ces camarades.

# reprises

## Journées d'action ou riposte d'ensemble ?

ES raisons du mécontentement des travailleurs sont nombreuses. Les prix ne cessent d'augmenter : 14,5 % depuis un an, selon les indices officiels, indices qui sont bien loin de rendre compte de la réalité. Le nombre des chômeurs a largement franchi le cap du million. L'insécurité de l'emploi plane sur tous.

Tout cela justifie amplement que l'action revendicative se développe.

Les travailleurs de l'EDF, de la RATP, des arsenaux ou des mines de fer ont été nombreux à participer aux journées d'action organisées par la CGT et la CFDT les 5 et 6 novembre. Ceux d'Air France poursuivent leurs actions. Au travers de ces actions, le mécontentement a pu s'exprimer.

Mais est-ce suffisant pour obliger le gouvernement à céder aux revendications de travailleurs ? Au moment même où la situation se dégrade pour l'ensemble de la classe ouvrière, alors que le gouvernement relance délibérément l'inflation sans pour autant agir contre le chômage, alors qu'il agit en tant que représentant des intérêts des patrons pour imposer le blocage des salaires, suffit-il de telles escarmouches pour le contraindre à modifier sa politique sociale ?

C'est un avertissement, nous dit-on? Soit. Pourtant, de tels avertissements, les travailleurs en ont déjà donné, à plusieurs reprises. A quoi peuvent-ils servir, s'ils ne sont pas ensuite suivis d'effet ?

C'est, nous dit-on encore, le moyen de relancer l'action. Certes il est nécessaire d'organiser la riposte d'ensemble de la classe ouvrière. Mais encore faut-il définir clairement les cadres de cette riposte et ses objectifs.

Face à la crise, les intérêts de l'ensemble des travailleurs sont les mêmes.

Pour faire face à l'inflation, il faut imposer l'échelle mobile des salaires, selon des indices qui ne soient pas truqués.

Contre le chômage, il faut imposer l'interdiction de tout licenciement. Il faut imposer la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire, en exigeant dès maintenant la réduction générale des horaires. En un mot il faut donner aux travailleurs des objectifs qui leur permettent de ne pas faire les frais de la crise.

Autour de tels objectifs, il est nécessaire dès à présent d'unifier la lutte de la classe ouvrière, et non pas de la scinder, de l'émietter en de multiples mouvements.

Ce n'est pas en faisant débrayer les uns un jour, les autres le lendemain, que les confédérations syndicales préparent au mieux cette contre-offensive unie de la classe ouvrière. Ce n'est pas non plus des journées d'action, sans lendemain, qui permettront que la protestation d'aujourd'hui se transforme en action efficace.

Jean-Pierre VALI.

## Ericsson

### UN MOIS DE LUTTE SUR LES CHANTIERS

Depuis le 6 octobre, 60 % des 800 travailleurs des chantiers Ericsson ont fait grève 4 heures par jour pour réclamer 8 %, 250 F minimum et la revalorisation des primes de déplacement.

Trois mardis de suite, plus de 300 grévistes de toutes les régions de France sont venus tenir leur assemblée générale au Siège à Colombes. Ils ont manifesté dans les ateliers, dans les bureaux, dans les couloirs de la direction.

La direction a tenté de briser le mouvement en proposant au bout d'une semaine une revalorisation inégale des primes de déplacement et une « commission de travail pour étudier les salaires ». Malgré un vote de l'assemblée des grévistes contre la participation à ces commissions, la CGT, majoritaire sur les chantiers, a accepté ces discussions au cours desquelles la direction a proposé des augmentations sélectives. La CFDT a refusé de discuter sur cette base.

Résultat : 80 % des soudeuses, câbleurs et testeurs auront une augmentation individuelle, les autres n'auront rien. Pour la CGT, c'est positif : « *C'est mieux que rien* », « *La direction ne donnera pas plus* ». Les plus combatifs étaient écœurés de voir un syndicat marcher dans les combines du patron et discuter de rallonges individuelles en pleine grève. A l'heure actuelle, les grévistes discutent les résultats et de la suite à donner à leur mouvement.

*Correspondant LO.*

## Soretex-Angers

### LE PATRON A CÉDÉ

Après quatre semaines de grève, la direction de Soretex (Angers), si intransigeante et si méprisante avec les travailleurs de cette usine, a dû finalement entamer les négociations et donner satisfaction à une grande partie des revendications.

Cette direction, qui n'avait pas hésité à traîner devant le tribunal huit militants, à menacer d'en licencier vingt autres, à faire intervenir les CRS contre les travailleurs occupant l'usine ; cette direction, qui refusait même toute entrevue avec les syndicats, a été obligée de céder parce que les travailleurs de Soretex ont tenu.

Ils ont obtenu : la garantie du pouvoir d'achat, une évolution des salaires basée sur l'évolution de l'indice INSEE ; en cas de réduction d'horaire : 42 heures payées 43 heures et, si cela descend à 41 heures, l'heure sera compensé à 50 % (auparavant, l'horaire était passé de 43 heures à 40 heures sans aucune compensation) ; le treizième mois ; une prime exceptionnelle de 200 F (paiement des jours de grève) ; la suppression des licenciements.

Seul reste en suspens le problème des sanctions contre les militants syndicaux (jours de mise à pied). Des débrayages ont repris pendant un certain temps pour la levée de ces sanctions.

*Correspondant LO*

*Les travailleurs en grève devant l'entreprise.* (ph. LO)

*Après l'intervention de la police, les travailleurs d'Air France-Orly manifestent.* (ph. AFP)

# AIR FRANCE

## *Les grévistes ripostent à l'intervention policière*

Vendredi 31 octobre, trois semaines après le début des débrayages de quatre heures par jour à Orly-Nord, l'ensemble des syndicats CGT, CFDT et FO proposaient aux grévistes réunis en assemblée générale la grève de vingt-quatre heures avec occupation immédiate des locaux ; le vote organisé vit une faible majorité d'entre nous (55 %) suivre cette proposition. Mais le fort pourcentage de travailleurs favorables à la poursuite des débrayages limités traduisait incontestablement le désarroi et l'incompréhension de beaucoup face au changement d'attitude des dirigeants CGT et CFDT qui, durant trois semaines, avaient fait une intense propagande en faveur des mouvements limités.

Mais, dès le résultat du vote, l'occupation, dirigée par les syndicats et en particulier par la CGT, s'organisa et les grévistes firent immédiatement évacuer les locaux par les non-grévistes. Un Comité intersyndical à l'échelle de la Direction du matériel se mit en place et prit en main la direction de l'occupation. Dans chaque secteur, un comité regroupa responsables et militants syndicaux sans être élargi à l'ensemble des travailleurs et être élu par eux, la CGT et la CFDT s'y refusant absolument. Le même jour, à Orly-Sud et Roissy, la grève avec occupation était également décidée et des hangars furent occupés.

Mais le lundi 3 novembre à quatre heures du matin, des centaines de CRS et de gendarmes mobiles guidés par des cadres d'Air France, expulsèrent les grévistes des ateliers et des hangars. Une intervention policière identique s'effectuait dans le même temps à Orly-Sud et à Roissy. Mais malgré ce coup de force du gouvernement, les travailleurs décidèrent en assemblée générale la continuation de la grève et une manifestation à l'aérogare d'Orly. Ainsi, au sortir de l'assemblée, un cortège de plusieurs milliers de travailleurs se dirigea aussitôt vers l'aérogare.

Mais là, les grévistes ont pu voir le service d'ordre syndical protéger les CRS qui, le matin même, les avaient expulsés de leurs lieux de travail. Bien qu'il n'y ait eu que deux ou trois CRS devant chaque porte, c'est grâce à l'intervention de ces curieux syndicalistes que les travailleurs n'ont pu rèntrer dans l'aérogare. Il y a eu évidemment bon nombre d'amères réflexions concernant une telle attitude des dirigeants syndicaux.

Le lendemain mardi, c'est à plusieurs milliers que les travailleurs se sont rassemblés devant le Siège de Montparnasse et une grande partie d'entre eux pénétra, malgré la CGT et la CFDT dans les bureaux directoriaux pour dire deux mots à Pérol, le P-DG d'Air France. Ce dernier ne dut sans doute pas apprécier cette initiative puisque la police intervint violemment et nombre de manifestants furent matraqués. Les syndicats organisèrent alors, non sans mal d'ailleurs, une autre manifestation au secrétariat de l'Aviation civile afin de détourner la colère des grévistes qui voulaient répondre aux charges de la police.

Le gouvernement, véritable patron d'Air France, a clairement montré depuis le début de la semaine qu'il n'était nullement disposé à répondre favorablement aux revendications des grévistes. Mais il a voulu aussi, en envoyant ses CRS, donner à l'ensemble des travailleurs en lutte un avertissement. C'est pourquoi la véritable riposte à l'intervention policière et à l'attitude du gouvernement doit se faire à l'échelle de tout Air France ; mais, jusqu'à présent, les syndicats n'ont rien fait pour étendre le mouvement à toute la compagnie.

## Normacem Décines (Rhône)

### HUIT JOURS D'OCCUPATION

C'est pour répondre aux attaques répétées contre leur pouvoir d'achat que les travailleurs de Normacem de Décines ont décidé, le mercredi 22 octobre, la grève avec occupation.

Après avoir fait perdre en moyenne 100 F aux travailleurs, en les passant du travail en équipe à la normale, il y a plusieurs mois, la direction a décidé cette fois-ci de diminuer les horaires de 40 à 37 h 30. Les heures perdues étant compensées à 50 %, soit une nouvelle perte de salaire d'au moins 50 F.

L'occupation a été décidée spontanément et elle a mobilisé environ 200 travailleurs sur les 700 au total. Les syndicats, réticents dès le début sur un tel mouvement, sont parvenus au bout de huit jours à obtenir l'abandon de la lutte et la reprise du travail : en insistant sur le fait que nous ne sommes que 200 et que nous n'avons pas le droit d'empêcher 500 travailleurs de gagner leur vie et en utilisant l'argument suivant : « *Si vous décidez de continuer l'occupation, vous devrez vous engager par écrit à rester 24 heures sur 24 à l'usine.* »

Correspondant LO.

# LIVRES

## SI BEALE STREET POUVAIT PARLER DE JAMES BALDWIN

**Ce tout nouveau roman de l'écrivain noir américain James Baldwin est avant tout une histoire d'amour très émouvante, racontée avec une grande sensibilité. Et ce ne serait peut-être que cela si les héros, Tish et Fonny, n'étaient deux jeunes Noirs de Harlem, et, parce que Noirs, vulnérables aux multiples blessures que leur fait subir la société blanche raciste dans laquelle ils essaient de vivre.**

**Parce que sa tête ne revient pas au flic raciste qui surveille sa rue, Fonny se retrouve en prison, pour un crime qu'il n'a pas commis. Tish, sa fiancée, et toute la famille de celle-ci tenteront l'impossible pour faire sortir de prison un être qui leur est cher.**

**C'est une histoire banale, avec des personnages pris dans le commun de ce petit peuple noir de New York qui échappe un peu à la misère et parvient parfois à ne pas tomber dans la dégradation humaine, qui guette la population des ghettos comme Harlem. Baldwin fait jaillir un immense cri mêlé d'amour et de colère, un cri qui rappelle les souffrances quotidiennes de ses frères de couleur, mais qui proclame aussi la sensibilité, la dignité et la ténacité de ceux qu'une certaine Amérique blanche se refuse encore à considérer comme des être humains.**

**Grâce à son très grand talent, Baldwin a fait aussi de son dernier roman un livre de combat.**

Hélène DURY.

**Si Beale Street pouvait parler** de James Baldwin - Ed. Stock - 38 F.

Maurice Thorez en mai 1945.

## MAURICE THOREZ, VIE SECRETE ET VIE PUBLIQUE PAR PHILIPPE ROBRIEUX

**CURIEUSEMENT, ce gros livre de 660 pages est, tout compte fait, un livre apolitique.**

**Pourtant, il s'agit de la biographie de celui qui fut durant plus de trente ans le leader du Parti Communiste Français, trente ans riches en événements d'importance, trente ans de tournants et de méandres dans la politique du PCF, de la période gauchiste des années Trente aux premières années de la Cinquième République, en passant par le Front Populaire, 1939 et l'interdiction du Parti, la participation aux gouvernements de 1944 à 1947, la guerre froide et la guerre d'Algérie.**

**Pourtant, l'auteur fut, de 1959 à 1961, le secrétaire général des Etudiants Communistes, lié au groupe Servin-Casanova, deux dirigeants du PCF limogés par Thorez pour avoir cherché à s'opposer à lui en espérant trouver un appui auprès de Khrouchtchev, alors à la tête de l'Union Soviétique.**

**Pourtant l'auteur se présente toujours comme un communiste, trotskysant même depuis sa rencontre avec Pierre Broué, historien et l'un des dirigeants du groupe trotskyste de l'OCI.**

**Robrieux a fait là, certes, un travail d'universitaire sérieux, bourré de témoignages, de faits, de détails. Il s'est efforcé de reconstituer au plus près les soixante quatre années de la vie de Thorez. Et un certain nombre de chapitres ne manquent pas totalement d'intérêt : celui, par exemple, qui traite de la manière dont le jeune Thorez, alors secrétaire de la fédération du Nord, rangé d'abord aux côtés de l'opposition de gauche dirigée en France par Rosmer et Souvarine, souscrivant même pour que cette opposition puisse éditer les œuvres de Trotsky, a retourné sa veste et s'est converti au stalinisme ; ou celui traitant du déroulement de l'affaire Servin-Casanova, racontée par quelqu'un qui l'a vécue de l'intérieur des cercles dirigeants du PCF.**

**Des aperçus intéressants foisonnent sur le caractère et la psychologie des leaders du parti, à commencer, bien sûr, par Thorez lui-même, sur l'atmosphère qui régnait dans ses hautes sphères, sur les rapports entre les dirigeants français et l'Internationale, c'est-à-dire la bureaucratie russe.**

**Mais les développements sur la psychologie de Thorez, son caractère et ses faiblesses tiennent plus de place dans cet ouvrage que ses prises de positions politiques. Or, quelles que soient les faiblesses de Thorez devant Jeannette Vermersch, sa compagne, son histoire, qui se confond avec celle du PCF et du stalinisme, a d'autres explications, politiques et sociales.**

**D'autre part, malgré ses coups de chapeau au trotskyme, Robrieux n'est au fond qu'un universitaire libéral. Il déplore que le PCF ne soit pas démocratique, pour en avoir été personnellement la victime. Il n'est en rien tracassé par la signification du stalinisme pour la classe ouvrière. Il reste admiratif devant Khrouchtchev ou le Parti Communiste Italien, malgré des réserves. A propos de 1939, sans le dire ouvertement, il semble bien penser que l'erreur du Parti Communiste Français et de Thorez c'est de n'avoir pas su choisir le camp de la démocratie contre le fascisme. Il n'a pas idée que ce camp, c'était celui d'un des impérialismes en France.**

**Mais tout cela, en filigrane, ni dit ni abordé franchement, suivant la tradition universitaire qui veut que les positions politiques de l'historien disparaissent derrière l'exposition des faits. Or Thorez n'est ni Jules César ni Charlemagne. Il n'est pas possible, aujourd'hui, de l'étudier sans prendre parti et, en prenant parti, de le faire clairement et, pour le faire clairement, de juger politiquement.**

**Robrieux a échoué là, parce que c'est une tâche de militant, pas d'universitaire, même s'il se dit communiste.**

Jacques MORAND.

**Maurice Thorez, vie secrète et vie publique** par Philippe Robrieux. Ed. Fayard - 59 F - 660 pages.

## L'INDESIRABLE de REGIS DEBRAY

Le « *'INDESIRABLE,* » de Régis Debray, est un roman fort triste. L'auteur y raconte les aventures d'un « militant », apparemment communiste, avec des velléités trotskysantes (à ses dires), tour à tour conspirateur dans la ville, guerillero dans le maquis, pour finir terroriste. Mais dans toutes ces incarnations diverses, il y a une constante dans le personnage : il ne croit pas à ce qu'il représente. Profondément désenchanté, sur son époque et sur lui-même, il poursuit à travers ses différentes aventures on ne sait quel rêve d'image d'Epinal sur la révolution. Au fur et à mesure qu'il les vit, les « actions » révolutionnaires se désagrégent et le renvoient à lui-même, sur lequel il ironise : *« Les révolutionnaires professionnels constituent la seule corporation — avec celle des artistes — chez qui, en fin de carrière, la levée des corps coïncide avec la levée des masques ».* Cette phrase, une des premières du livre, donne le ton.

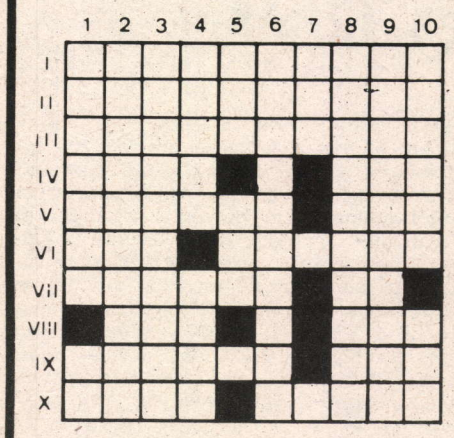
Déçu dans ses amours avec une militante pure et dure, personnage conventionnel et irritant, déçu par l'action révolutionnaire, le personnage finit par chercher la mort dans un attentat terroriste.

Sur le plan politique, la leçon du livre n'est pas très claire : révolte contre la politique du Parti Communiste qui, après une période d'alliance et de soutien, laisse tomber la guerilla ; mais aussi démonstration que la guerilla urbaine est intenable, que la guerilla dans le maquis ne présente guère plus d'efficacité. A un moment du récit, le héros prend ses distances avec l'auteur du livre, Debray lui-même, attaqué par un membre du Parti Communiste : *Ils apprennent par cœur :* Révolution dans la révolution, *tu te rends compte ! Alors maintenant, la guerilla, c'est le Parti... Ils ne se tiennent plus, les pauvres, depuis qu'ils ont appris ça... L'Amérique est vraiment le dépotoir de tous les ratés de la terre .»* Réponse du héros : *« Je n'ai rien à voir avec un stalinien comme Debray. C'est même pour moi un assez bon repoussoir, si tu veux tout savoir ».* Quel que soit leur désaccord, les deux s'entendent pour voir en Debray un raté. Façon pour l'auteur de prendre ses distances vis-à-vis de ses héros ou au contraire de porter condamnation sur soi. Probablement les deux, auteur et personnage adorant manifestement ce genre d'ambiguïté.

En tant que roman, *l'indésirable* ne présente guère de nouveauté. On retrouve dans certaines pages, le récit de l'attentat en particulier, le souvenir de Malraux, de Malraux du temps des *Conquérants* et de *La Condition humaine,* mais un Malraux qui manquerait à la fois de souffle et de conviction. Sur le plan psychologique, c'est le type de héros mis à la mode par Sartre au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : l'intellectuel petit bourgeois qui veut s'engager mais qui n'arrive à faire sienne aucune cause, déçu par les réalités de la politique, étranger à ceux qu'il prétend défendre, déçu par lui-même, se réfugiant dans l'ironie amère sur soi. Finalement, tout ce que peut trouver dans l'action dite révolutionnaire ce type de personnage, c'est une occasion de se suicider en beauté. C'est la solution du héros de Sartre criant à la fin des *Mains sales : « Irrécupérable ».* C'est aussi celle du Frank de Debray, se contentant plus modestement du titre *« d'indésirable ».*

Régis Debray lui a fini par échouer au Parti Socialiste. On se demande si c'est une forme de suicide ou une façon de faire carrière.

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT**

I. Forme de racket. — II. Sortir. — III. Suivent leurs cours. — IV. Pays de l'Est - Encore à nouveau (inversé). — V. Inexistant - Sa grandeur est une force. — VI. Prénom diminué - Sonnes. — VII. Elles nous font suer ! - Préfixe dans le vent. — VIII. Dans la ligne - En vente. — IX. A sa place dans la cuisine - Coule de source. — X. Sans qu'on le sache - On n'aime pas la boire.

**VERTICALEMENT**

1. Une amende amendée - Quotient. — 2. Amende honorable. — 3. Bienvenues. — 4. C'est le pied mais en partie seulement - A poil. — 5. Une tranche de temps - Sa tenue est légère. — 6. Mettent sur la voie. — 7. Espèce de laurier. — 8. Répétées. — 9. Décoras. — 10. Dégagées - Roulée.

**SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | A | P | P | A | R | E | N | C | E |
| II | ■ | R | E | T | I | C | E | N | T |
| III | S | O | L | ■ | V | E | R | T | E |
| IV | I | M | A | G | E | ■ | F | ■ | S |
| V | D | E | ■ | A | ■ | O | ■ | T | ■ |
| VI | E | N | G | L | O | U | T | I | E |
| VII | C | A | R | E | S | S | A | N | T |
| VIII | A | D | O | R | A | T | I | O | N |
| IX | R | E | G | E | L | E | E | ■ | A |

# TELE TELE TELE

## sélection de la semaine

### Samedi 8 novembre

**TF1** - 19 h 45 - **La vie des animaux :** Les abeilles.

### Dimanche 9 novembre

**TF1** - 13 h 20 - **Le petit rapporteur** de Jacques Martin.
**TF1** - 18 h 45 - **Les animaux du monde :** Les animaux du massif du Mercantour.
**TF1** - 20 h 30 - Film : **Le samouraï** de Jean-Pierre Melville, avec Alain Delon. Un tueur professionnel traqué. Un film de Melville minutieusement construit.

### Lundi 10 novembre

**TF1** - 20 h 30 - **Regards sur l'histoire** : Film : **Les gladiateurs** de Delmer Daves, avec Victor Mature. Le film sera suivi d'un débat entre des historiens sur le thème : les jeux et les esclaves.
**FR3** - 19 h 40 - Tribune libre : **L'Humanité rouge.**

### Mardi 11 novembre

**TF1** - 15 h 10 - Opéra : **La Norma** de Bellini, avec Montserrat Caballe, Jon Vickers. Pour les mélomanes.
**ANTENNE 2** - 20 h 30 - **Les Dossiers de l'écran.** En cette journée du 11 novembre, on nous sert un débat sur l'armée : « Armée de toujours ; armée d'aujourd'hui », introduit par un film : **Trois de Saint-Cyr,** datant de 1938, qui constitue une exaltation de la carrière militaire, dans le style des films de propagande les plus simplistes. Cependant, le débat risque de ne pas être sans intérêt, puisqu'il opposera, entre autres, l'actuel ministre des Armées à Alain Krivine. Espérons que le ministre ne déclarera pas forfait au dernier moment.

### Mercredi 12 novembre

**TF1** - 20 h 30 - Le théâtre de Tristan Bernard : Trois petites pièces du célèbre humoriste : **L'anglais tel qu'on le parle, L'entracte, Le captif.**
**ANTENNE 2** - 21 h 30 - **C'est-à-dire** - Magazine d'actualité avec au programme une séquence sur l'Angola, qui aura accédé à l'indépendance la veille.
**TF1** - 22 h - **Questionnaire :** Claude Neuschwander. Interview du technocrate de « gauche » qui a pris en main Lip, après la grève de 1973... « Socialiste de cœur », aime-t-il à le déclarer. Il n'en garde pas moins « le sens de l'efficacité ». N'en doutons pas !

### Jeudi 13 novembre

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - Film : **La maison sous les arbres,** de René Clément, avec Faye Dunaway. Film à suspense.

### Vendredi 14 novembre

**ANTENNE 2** - 20 h 30 - **Variétés :** Jean Ferrat. Il n'y a pas, semble-t-il, au programme de cette émission les chansons anti-gauchistes fort méprisantes pour les jeunes qui figurent au répertoire de Ferrat. Donc, à voir.
**ANTENNE 2** - 21 h 35 - **Apostrophes :** Un patron peut-il être de gauche, avec Neuschwander (encore lui), patron de Lip, auteur de **Patron, mais...,** livre qui vient de paraître aux éditions du Seuil. Avec aussi, le directeur de la société pétrolière BP-France, qui vient de publier **Parole de patron.** Patron de gauche ? Sans doute. Mais qu'est-ce que cette gauche ?
**FR3** - 20 h 30 - **Vendredi,** nouvelle émission magazine de FR3 présentée par Ivan Levaï : les enfants délaissés, on en recense 15.000 chaque année. Avec Gisèle Halimi, avocate, et Françoise Dolto, psychiatre.
**ANTENNE 2** - 23 h - Ciné Club : **Les anges aux figures sales** de Michael Curtiz avec James Cagney (1938). Policier, à l'eau de rose.

# Aux Dossiers de l'Ecran : LES DEMOCRATIES POPULAIRES EN QUESTION

**AUX** Dossiers de l'écran, **mardi 5 novembre, c'étaient les régimes des démocraties populaires et indirectement le stalinisme, qui étaient en question.**

**Le film présenté, pas très bon, avait pour sujet la répression qui s'abattit dans les années 1947-1950 sur communistes et non-communistes alliés au régime, les procès truqués intentés à leur endroit, les incarcérations... et les réhabilitations après la mort de Staline.**

**Le débat fut intéressant par ce qu'y ont dit ceux qui y participaient — essentiellement des « sociaux-démocrates » : Georges Castellan, professeur d'histoire à Vincennes, K.S. Karol, journaliste au** Nouvel Observateur, **polonais d'origine et ex-communiste, François Fejtö, historien hongrois, auteur d'un livre sur les démocraties populaires, Dominique Desanti, ex-stalinienne française repentie — et significatif par ce que n'y ont pas dit ceux qui ont refusé d'y participer, alors qu'ils étaient invités : les représentants du Parti Communiste Français. En effet, alors que la présence de Jean Elleinstein était annoncée, l'historien du PCF, auteur d'un livre récent sur « le phénomène stalinien », a envoyé aux responsables de l'émission une lettre expliquant — bien mal — son absence. En gros : pas question de participer à un débat où serait fait le procès du « Parti »... le procès du « communisme »...**

**En fait, le Parti Communiste Français s'est dérobé devant un débat où il savait d'avance qu'il saurait mal se défendre.**

**Car le débat n'a rien eu d' « anti-communiste ». Les deux représentants de la droite sont quasiment restés muets. Ceux qui ont donné le ton, ce sont avant tout les historiens, Fejtö et Castellan, qui ont rappelé, très objectivement, la situation historique et politique de la Pologne, avant et après la guerre, les fortes traditions nationalistes et catholiques, les raisons du caractère initialement ultra-minoritaire du Parti Communiste, et celles de sa mainmise ultérieure du fait du partage du monde entre les deux grands et grâce à la présence de l'armée russe.**

**Et le débat aurait conservé son caractère « historique » et assez académique — bien qu'intéressant — si la présence de K.S. Karol ne lui avait donné un ton plus militant.**

**Grâce à lui, les discussions sont sorties de l'histoire de la vieille Pologne, pour aborder le problème vivant du socialisme. Tout en dénonçant de façon virulente les régimes de l'Ouest, la crise, le chômage, Karol a souligné qu'à l'Est ce n'était pas mieux et qu'il fallait le dire... dans l'intérêt du socialisme. Que dans la Pologne d'aujourd'hui, qui se dit socialiste, les inégalités sociales sont profondes, qu'une couche ou une classe de privilégiés y fleurit, que les ouvriers de Gdansk, qui se sont insurgés en 1970, y ont les mêmes problèmes que ceux de Saint-Nazaire, et que c'est avant tout cela, la réalité des pays de l'Est. Et les déclarations de Karol n'étaient pas celles d'un anti-communiste, de telle sorte que plus la discussion avançait, moins le spectateur comprenait pourquoi le Parti Communiste Français avait refusé de donner ses explications à lui. Ou mieux, plus il comprenait pourquoi il avait déserté le terrain.**

**Car que peuvent dire les staliniens mal repentis du PCF des régimes de l'Est ? Il faut croire qu'ils préfèrent se taire plutôt que d'oser les défendre.**

Michelle VERDIER.

# FILMS FILMS

## Chobizenesse de JEAN YANNE

QUOI qu'en dise la critique, la dernière production de Jean Yanne est bien — hélas ! — dans la même veine que ses précédents films. Toujours aussi méprisant vis-à-vis du reste de l'humanité, Jean Yanne continue à se donner le beau rôle de celui qui comprend tout, mais qui reste impuissant à vaincre la bêtise humaine.

Ce rôle de superman lui convient d'autant moins que le spectateur voit s'étaler sur l'écran pendant 90 minutes l'interminable suite de ce que Jean Yanne doit prendre pour des traits de génie. Ni le jeu des acteurs (pas même de Robert Hirsch, qui n'avait vraiment rien à faire dans cette galère), ni le scénario décousu, ni la mise en scène bourrée de temps morts et de gags qui ne font rire personne, ne peuvent susciter le moindre intérêt.

En faisant ce film, Jean Yanne avait la louable intention de dénoncer la médiocrité qui règne sur le monde du show-business. Dans cette tentative, il aurait pu se dispenser d'allonger la liste déjà longue des médiocrités produites par l'industrie du spectacle.

*Hélène DURY.*

## Sélection cinéma

### TOUT SIMPLEMENT POUR S'AMUSER :

**Guerre et amour** (pour amateurs de Woody Allen).
Paramount Odéon (6e) - Publicis Elysées (8e) - Paramount Opéra (9e).

**La course à l'échalote.**
Richelieu (2e) - Hautefeuille (6e) - Montparnasse 83 (6e) - Madeleine (8e) - Marignan (8e) - Fauvette (13e) - PLM Saint-Jacques (14e) - Convention (15e) - Victor-Hugo (16e) - Wepler (18e) - Gambetta (20e).

**Les aventures de Rabbi Jacob.**
France-Elysées (8e) - Maxéville (9e) - Diderot (12e) - Fauvette (13e) - Clichy Pathé (18e) - Montréal (18e).

**C'est dur pour tout le monde.**
Jeanne d'Arc (13e).

**Les sept mercenaires.**
Daumesnil (12e) - Escurial (13e).

### UN BON WESTERN :

**Règlements de comptes à OK Corral.**
Jean Renoir (9e).

### QUELQUES FILMS QUI VALENT D'ETRE VUS :

**Hester Street.**
Quintette (5e) - Elysées Lincoln (8e) - Saint-Lazare Pasquier (8e) - 14 Juillet (11e) - Studio Raspail (14e).

**Souvenirs d'en France.**
Saint-Germain Village (5e).

**Parfum de femme.**
Quartier Latin (5e) - Quintette (5e) - Montparnasse 83 (6e) - Elysées Lincoln (8e) - Marignan (8e) - Français (9e) - Convention (15e) - Mayfair (16e) - Clichy Pathé (18e) - Gambetta (20e).

Un festival de films du metteur en scène (Dino Risi) avec le même acteur (Vittorio Gassmann) est actuellement donné à la Boîte à films (17e).

**La fureur de vivre.**
Studio Alpha (5e) - Hollywood (9e) - Trois Murat (16e).

**American Graffiti.**
Luxembourg (6e).

**West Side Story,** pour ceux qui ne l'auraient pas vu, passe au Kinépanorama (15e).

### QUATRE FILMS DIRECTEMENT POLITIQUES :

**J'étais, je suis, je serai.**
La Clé (5e).

**La dernière tombe à Dimbaza.**
Saint-Séverin (5e).

**Viva Portugal.**
14 Juillet (11e).

et la reprise de **L'Aveu,** au Champollion (5e).

# UNE GABEGIE ORGANISEE

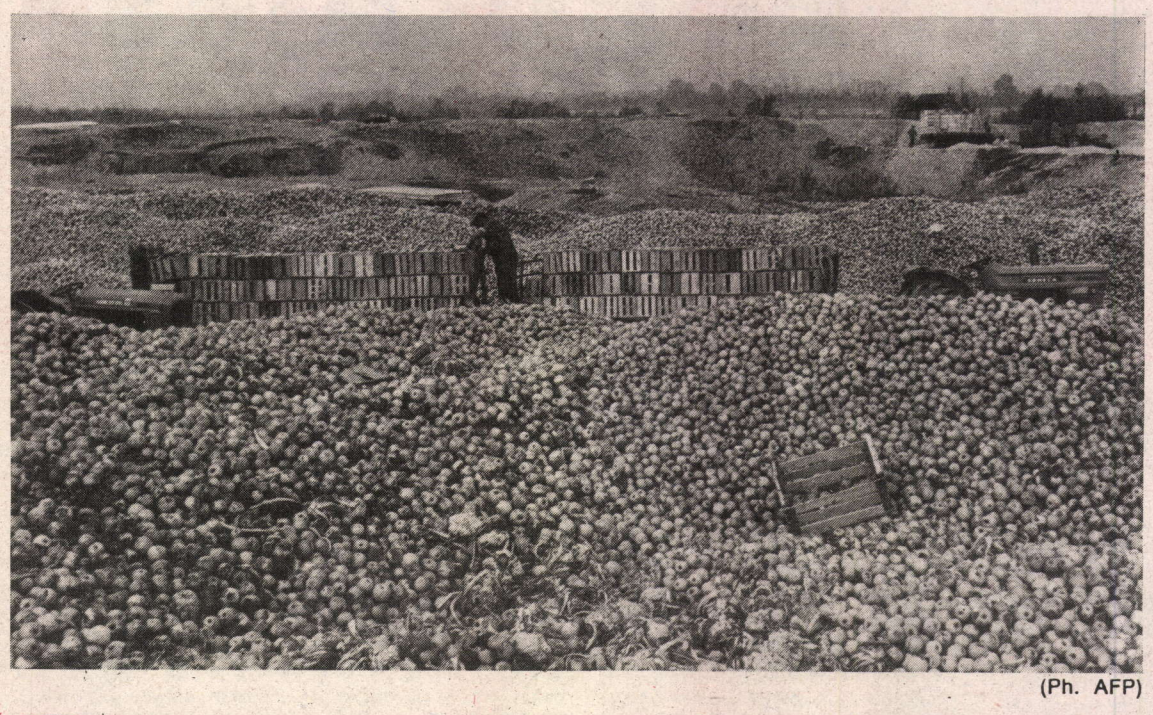
LE spectacle de millions de tonnes de produits jetés à la décharge pour surproduction est devenu familier. Mais cette fois, la destruction n'est pas une manifestation de colère, c'est une opération organisée, systématique, prise en charge par le Fond Européen Agricole.

Dans la seule région d'Avignon, ce sont des milliers de tonnes de pommes qui sont déversés et détruits dans d'immenses décharges.

Chaque jour, des camions font un continuel va et vient entre les vergers et les dépôts d'ordures. Et là, toute une administration vérifie, contrôle les cargaisons, afin de dédommager les agriculteurs.

Trente à quarante centimes le kilo détruit, telle est l'indemnité qui leur est allouée (le prix de revient d'un kilo de pommes est de l'ordre de cinquante centimes). Au total, le Fond Européen Agricole devrait verser quelque sept milliards et demi d'anciens francs en primes de retrait.

Et ce qui se passe aujourd'hui en Avignon n'est qu'une partie d'un gâchis bien plus vaste qui, pour la seule production de pommes (destruction devrait-on plutôt dire) dépasse cent mille tonnes, et qui devrait atteindre d'ici au printemps deux cent cinquante mille tonnes. Soit près d'un milliard et demi de pommes.



(Ph. AFP)

(A.F.P.)

Si ces surplus avaient été distribués, chacun des cinquante millions d'habitants que compte un pays comme la France aurait eu droit à six kilos de pommes !

Mais, comme disait un spécialiste : *« On ne va tout de même pas distribuer gratuitement des pommes à des gens qui pourraient les acheter. »*

Non, on préfère payer pour les détruire ! Ce n'est pas le monde à l'envers, c'est le monde capitaliste tout court : on n'y commercialise que ce qui rapporte, les pommes en excédent ne rapportent pas assez, elles restent sur les bras des agriculteurs. C'est l'Etat qui intervient alors, et qui, toujours pour ne pas distribuer gratuitement, paye transporteurs, contrôleurs, comptables et autres manœuvres pour organiser la destruction rigoureuse des excédents et dédommager les producteurs.

En fait de gabegie, qui dit mieux ?

*Georges LATTIER.*

# ACCIDENT OU ASSASSINAT ?

LE 29 octobre, un petit garçon de cinq ans est mort après 6 heures de tentatives vaines pour le faire admettre dans un hôpital de la région parisienne.

Il avait été renversé par une voiture, à Saint-Maur-des-Fossés dans le Val-de-Marne, et ses blessures, graves, nécessitaient des moyens spécialisés et une équipe chirurgicale compétente.

Le Service d'Aide Médicale d'Urgence ne fut pourtant prévenu qu'une heure et demie après que le premier centre hospitalier contacté, celui de Créteil, eut constaté tout à la fois la gravité des blessures et son incapacité technique à y faire face.

Alors, c'est un véritable cauchemar qui s'est déroulé. Le SAMU effectua des démarches pendant six heures. Dans les sept hôpitaux touchés, les équipes nécessaires manquaient.

Lorsque l'enfant fut enfin admis en réanimation chirurgicale, à l'hôpital Necker, il était trop tard. Il est mort une demi-heure après.

Cela vient de se passer. En 1975 ; à Paris. Ce ne sont pas les moyens matériels, radiologiques, chirurgicaux, qui ont fait défaut. Ce sont les moyens humains : le personnel ayant la spécialisation et la compétence voulues n'existe qu'en nombre restreint et fonctionne, «normalement», si on ose dire, à la limite de ses possibilités. Une urgence, imprévue par définition, et c'est la catastrophe.

L'Etat français a des casernes, des bombes et des Mirages. Accessoirement, il a un ministère de la Santé, qui ne dispose que de crédits insuffisants pour faire face aux besoins des hôpitaux en personnel. Moyennant quoi il a surtout du sang sur les mains.

# la plainte contre le MLAC A AIX EN PROVENCE : un fier culot

Quatre jeunes femmes, une ouvrière et trois employées, ont été entendues par la police d'Aix-en-Provence, après le dépôt, par le père d'une jeune fille mineure de 17 ans, d'une plainte pour « exercice illégal de la médecine » et « coups et blessures ». En fait, sous ces qualificatifs hypocrites se cache le fait que la jeune fille en question, enceinte et n'osant pas demander à son père l'autorisation légalement nécessaire pour une interruption de grossesse en milieu hospitalier, avait pris contact avec des militantes du MLAC pour se faire avorter. Et c'est cette tentative d'avortement qui donne aujourd'hui lieu à une enquête.

Le moins que l'on puisse dire est que le père de la jeune fille en question a un fier culot. Car que réclame-t-il ? Le droit d'obliger sa fille mineure à avoir l'enfant dont elle ne voulait pas, au nom de la toute-puissance paternelle ? Ou bien va-t-il prétendre maintenant qu'il aurait donné à sa fille l'autorisation nécessaire si elle l'avait demandée ? Mais à qui doit-il s'en prendre, s'il n'a pas inspiré suffisamment confiance à sa fille pour qu'elle vienne se confier à lui ?

Mais si ce monsieur peut s'offrir ce ridicule, c'est aussi parce que la loi le lui permet, en soumettant la possibilité pour une mineure de faire interrompre une grossesse non désirée à l'autorité parentale. Comme si quelqu'un — et même ses parents — pouvait décider pour une femme si elle doit ou non avoir un enfant.

Tous les gens de cœur, en tout cas, seront contre la loi, contre ce père abusif — solidaires de femmes qui ont eu comme seul tort de savoir elles aussi ce qu'est la solidarité et de la mettre en pratique.

# Le plan contre la fraude fiscale : contrôle des petits revenus... quant aux gros ?

Le 31 octobre, le Conseil des ministres a décidé un « **plan de cinq ans contre la fraude fiscale** » et le porte-parole du gouvernement a expliqué que la fraude fiscale était un « **facteur d'injustice sociale et de concurrence déloyale** ». Bref, en augmentant un peu le personnel chargé du contrôle, en modifiant un peu le régime des peines, le gouvernement ferait du social.

Mais, à vrai dire, la guerre contre la fraude dont parle Giscard se résumera à contrôler de plus près les petits boutiquiers, les professions libérales et jusqu'aux... prostituées : personne ne devrait échapper à l'impôt. Personne, tout au moins dans le petit monde. En ce qui concerne les capitalistes, c'est tout autre chose ! La fiscalité elle-même est faite pour leur permettre d'échapper à l'impôt.

En effet, les impôts, c'est avant tout les impôts indirects (deux tiers des ressources fiscales) qui frappent tous les consommateurs, quels que soient leurs revenus ; et, au premier chapitre de ces textes, il y a la fameuse TVA, cette TVA qui, selon des estimations, représente cinq à six semaines de salaire pour un couple ayant un petit revenu.

En ce qui concerne les impôts directs, c'est encore les travailleurs qui en versent la grosse part, puisque l'impôt sur les sociétés constitue moins de la moitié des impôts directs. Quant aux salariés, leur part ne cesse de croître, le plafond des salaires non-imposables n'ayant que faiblement bougé alors que les salaires augmentaient : il y a à l'heure actuelle plus de 75 % des salariés imposés, contre 40 % en 1962.

Pour les sociétés, il n'en va pas de même : elles masquent très légalement tout ou partie de leurs bénéfices dans le bilan de l'entreprise ; au point que l'on peut voir des sociétés florissantes présenter un budget pratiquement sans bénéfices ou même déficitaire. Et puis, il y a les divers systèmes de dégrèvement d'impôts, sans parler des subventions qui leur sont versées en puisant dans la poche des contribuables.

Oh, bien sûr, les gros ne dédaignent pas toujours d'avoir recours à la fraude fiscale : la preuve en est qu'il a même été prévu une procédure spéciale de « tractation » en cas de différend entre le fisc et eux.

Mais le patronat n'a guère besoin de recourir à la fraude. Le système fiscal lui-même est une gigantesque fraude, légalement organisée à son profit.

**Olivier BELIN.**

# Nicoud chez Giscard

Gérard Nicoud, le leader du CID-UNATI, a été reçu à l'Elysée. Celui qui, il y a quelques mois, était condamné, jeté en prison, a pris le café avec Giscard. Geste d'ouverture ? Sans doute. Et qui est bien dans la manière de Giscard qui, depuis cinq cents jours, multiplie les initiatives les plus spectaculaires afin de se façonner une image libérale. D'autant plus spectaculaires qu'elles ne lui coûtent rien.

Car il est plus facile de recevoir un leader contestataire et même de lui reconnaître une représentativité de fait que de répondre aux revendications des petits commerçants. Il est plus facile, et moins coûteux, de donner audience à Nicoud que de répondre à l'inquiétude de ceux que la crise précipite dans la faillite. Quelques belles paroles, une réception suffiront-elles à calmer la colère des commerçants ? Rien n'est moins sûr. En tout cas, Giscard a essayé ; comme on dit, si cela ne marche pas, en tout cas cela ne mange pas de pain.